

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 139  
N° 45

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 8  
no Novema 1990

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 1062 BAC du 12 octobre 1990 portant décisions modificatives et complémentaires au titre de l'exercice 1990...	1769
Arrêté n° 1070 AC/DIR/INFRA du 12 octobre 1990 modifiant l'autorisation accordée à la Sétill d'occuper temporairement des surfaces de l'aérodrome de Tahiti-Faaa...	1770
Arrêté n° 108 SAIA du 23 octobre 1990 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation d'une école (groupement d'orientation dispersé) à Anatonu, commune de Raivavae...	1770
Arrêté n° 1111 PELE4 du 23 octobre 1990 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des agents techniques de l'agriculture et de l'élevage du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française...	1771

##### EXTRAITS

Arrêté n° 1069 SATP du 12 octobre 1990 portant avancement d'échelon au titre de l'année 1990 pour le corps des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (régularisation)...	1772
Arrêtés n° 1083 et n° 1084 CAB/DPC du 16 octobre 1990 fixant les résultats des examens du brevet national de secourisme et de la spécialisation en réanimation du 10 octobre 1990 au collège La Mennais de Papeete (Tahiti)...	1772

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés...	1772
Délégation n° 90-103 AT du 25 octobre 1990 modifiant la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans...	1776
Délégation n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particulier...	1776
Délégation n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale...	1785

## ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

### PRESIDENCE

Arrêté n° 1149 CM du 29 octobre 1990 portant modification du quota de véhicules fixé par l'arrêté n° 505 CM du 7 mai 1990 dans le cadre de l'application du programme annuel d'importation du territoire. .... 1785

Avenant n° 1 du 29 octobre 1990, enregistré sous le n° 90-1329, à la convention n° 88-894 du 18 août 1988 relative au transport, au stockage et à la distribution des hydrocarbures dans les îles (publiée au J.O.P.F. du 1er septembre 1988, page 1608). .... 1786

### EXTRAITS

Arrêtés n° 1144 à n° 1146 CM du 29 octobre 1990 accordant des aides financières à la S.A.R.L. Menuiserie-ébénisterie du Tahara'a, à la S.A.R.L. La Savate, et à M. Adolphe Panie, au titre de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers. .... 1786

Arrêté n° 609 PR du 29 octobre 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de la fonction publique. .... 1787

Arrêté n° 613 PR du 29 octobre 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire. .... 1787

Arrêté n° 614 PR du 30 octobre 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports. .... 1787

Arrêté n° 1177 CM du 31 octobre 1990 rendant exécutoire la délibération n° 11-90 du 17 septembre 1990 modifiant le budget de l'Institut territorial de la statistique, exercice 1990. .... 1787

Arrêté n° 622 PR du 31 octobre 1990 portant modifications des arrêtés n° 184 PR du 6 avril 1990 et n° 377 PR du 17 juillet 1990 désignant des correspondants du contrôle des dépenses engagées. .... 1787

### MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DU TOURISME ET DES SPORTS

### EXTRAITS

Arrêté n° 608 PR du 29 octobre 1990 autorisant la Codemat, au titre d'affrètement, à exploiter le navire Auuranui 2 sur la desserte des Tuamotu Centre, Nord-Est et Est. .... 1788

### MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté n° 1150 CM du 30 octobre 1990 fixant les modalités de transfert des huîtres nacrées de la Polynésie française. ... 1788

### MINISTRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 5199 MSE du 26 octobre 1990 portant délégation de signature du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique (M. Richard Wong Fat). .... 1789

Arrêté n° 620 PR du 30 octobre 1990 désignant le vétérinaire chargé du contrôle de l'application des dispositions relatives à la pharmacie vétérinaire (M. Xavier Deporte). .... 1791

Arrêté n° 1180 CM du 31 octobre 1990 modifiant l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial. .... 1791

Arrêté n° 1181 CM du 31 octobre 1990 modifiant l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement. .... 1792

## EXTRAITS

- Arrêtés n° 1151 à n° 1167 CM du 30 octobre 1990 rendant exécutoires les délibérations n° 1 à n° 17 ITRM/90 : - portant approbation du rapport d'activité du directeur de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé pour 1989 ; - portant approbation du compte financier de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé pour l'exercice 1989 au titre de son activité principale ; - portant approbation du compte financier de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé pour l'exercice 1989 au titre de son activité annexe ; - portant affectation des résultats des comptes de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé pour l'année 1989 ; - portant acceptation d'un don en numéraire par le Rotary Club de Papeete ; - portant admission en non-valeur de créances irrécouvrables ; - portant attribution d'une subvention à l'Association du personnel de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé (A.P.I.M.) au titre de l'exercice 1990 ; - portant approbation du budget modifié de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé pour l'exercice 1990 (activité principale) ; - portant approbation du budget modifié de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé pour l'exercice 1990 (activité annexe) ; - approuvant le projet de convention relatif aux relations entre l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé et l'université de Montpellier II (laboratoire de chimie organique physique) ; - autorisant l'ordonnateur du budget de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé à faire exception à la règle de prescription quadriennale des dettes de l'établissement ; - portant décharge de responsabilité du régisseur d'avances à l'occasion d'un vol ; - portant acceptation d'un don en matériel par la société Bio-Mérieux ; - portant acceptation de dons en matériel par l'Institut Pasteur de Paris ; - habilitant le directeur de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé à accepter un avenant sur marché existant ; - et modifiant le seuil de prise en compte des opérations en capital. 1793
- Arrêté n° 1178 CM du 31 octobre 1990 portant nomination de M. Jean-Michel Sionneau en qualité de délégué à l'environnement. 1794

## MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES

## EXTRAITS

- Arrêté n° 1170 CM du 30 octobre 1990 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Takapoto, commune de Takaroa, au profit de M. Guy Terii Lai. 1794
- Arrêté n° 1171 CM du 30 octobre 1990 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Pere Florina Bellais, épouse Rehua. 1794
- Arrêté n° 1172 CM du 30 octobre 1990 modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 272 CM du 26 février 1986 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Augustin Moïse Reupena Mata. 1794
- Arrêté n° 1173 CM du 30 octobre 1990 complétant l'article 2 de l'arrêté n° 788 CM du 13 juillet 1990 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Manihi au profit de M. Tearoa Faatupuarii Faura. 1794

## MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

## EXTRAITS

- Arrêté n° 623 PR du 31 octobre 1990 portant autorisation spéciale de paiement pour une dette du territoire atteinte par les règles de prescription quadriennale. 1795

## MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE

## EXTRAITS

- Arrêté n° 5207 MUR du 26 octobre 1990 - 2e avenant à la décision n° 8554 IDV.AU du 14 octobre 1981 autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par M. Jean-Pierre Pugibet à Punaauia, P.K. 11,800, côté montagne. 1795
- Arrêté n° 612 PR du 29 octobre 1990 accordant une prorogation de congé de seize jours à Me Marcel Lejeune, notaire, et portant nomination de M. Dominique Calmet en qualité d'intérimaire. 1795

**ARRÊTES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE**

Arrêté n° 90-55 Prés./AT du 25 octobre 1990 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale. ....

1795

---

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

---

**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Instruction ministérielle du 6 septembre 1990 relative à la recherche et à la répression de la pollution de la mer par les navires.  
(J.O.R.F. du 10 octobre 1990, page 12248). ....

1796

---

**PARTIE NON OFFICIELLE**

---

Annonces judiciaires et légales. ....

1802

Annonces diverses. ....

1802



**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE**

**ARRETE n° 1062 BAC du 12 octobre 1990 portant décisions modificatives et complémentaires au titre de l'exercice 1990.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu l'arrêté n° 368 BAC du 11 avril 1990 portant réservation d'un concours exceptionnel destiné au financement de l'informatisation de l'état civil au titre de la répartition des crédits de l'exercice 1990 ;

Vu l'arrêté n° 388 BAC du 19 avril 1990 portant répartition initiale des crédits du F.I.P. entre les communes de Polynésie française, et notamment ses articles 10 et 13 ;

Vu l'arrêté n° 839 BAC du 16 août 1990 portant décisions modificatives et complémentaires au titre de l'exercice 1990 ;

Considérant la décision prise par le comité de gestion lors de sa séance du 9 mars (cf. procès-verbal page 17, II), de réaffecter au profit du S.P.C.P.F. - D.A.T. une somme de 2.000.000 F CFP, afin de permettre à la D.A.T. d'acquérir un matériel de conception assistée par ordinateur ;

Considérant la délibération n° 16-90 du 4 octobre 1990 du S.P.C.P.F. portant prolongation d'emplois temporaires et la lettre de M. le président du S.P.C.P.F. sollicitant le versement de la subvention F.I.P. correspondante,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 839 du 16 août 1990 susvisé est modifié comme suit : "Les versements afférents à l'article 1er seront effectués mensuellement, en trois fois, à partir du mois d'août 1990 :

— Août 1990 .....	2.283.000 F CFP,
— Septembre 1990 .....	2.283.000 F CFP,
— Octobre 1990 : 2.284.000 - 1.600.000 =	684.000 F CFP.

Compte tenu du trop-perçu de 1.600.000 F CFP attribué à tort par l'article 10 de l'arrêté n° 388 BAC du 19 avril 1990 au profit du S.P.C.P.F., le versement d'octobre 1990 ne sera que de 684.000 F CFP".

Art. 2.— L'article 13 de l'arrêté n° 388 BAC du 19 avril 1990 susvisé est complété comme suit :

"3 - Sur ces crédits constructions scolaires annulés, pour un montant total de 3.905.000 F CFP, une somme de 2.000.000 F CFP est affectée au S.P.C.P.F. - D.A.T. destinée à permettre l'acquisition d'un matériel de conception assistée par ordinateur".

Art. 3.— Par imputation sur le concours exceptionnel de 10 millions de F CFP réservé pour le financement de l'informatisation de l'état civil, au titre de l'exercice 1990, un crédit complémentaire de 718.600 F CFP est attribué au S.P.C.P.F. - D.A.T., chargé d'une étude de faisabilité relative à la reprise sur informatique du fichier des actes de l'état civil des communes de Polynésie française. Ce crédit fera l'objet d'un versement par mandat spécial en novembre 1990.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le payeur des archipels, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale et le directeur de l'assistance technique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 octobre 1990.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Raymond VERGNE.

**ARRETE n° 1070 AC/DIR/INFRA du 12 octobre 1990 modifiant l'autorisation accordée à la Sétîl d'occuper temporairement des surfaces de l'aérodrome de Tahiti-Faaa.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Agissant par délégation du ministre chargé de l'aviation civile en vertu de l'arrêté interministériel du 11 septembre 1951 pris en application du décret du 2 juin 1950, relatif aux délégations de signature en matière d'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer,

Vu la loi n° 72-1090 du 8 décembre 1972, les décrets n° 74-13 et n° 74-14 du 4 janvier 1974, le décret n° 80-562 du 18 juillet 1980 étendant et adoptant le code de l'aviation civile aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile et de la météorologie d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer, et dont les modalités d'application en Polynésie française sont précisées par arrêté interministériel du 6 décembre 1961 ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa à la Sétîl ;

Vu les arrêtés gubernatoriaux n° 486 AC/DIR/INFRA du 9 février 1971, n° 844 AC/DIR/INFRA du 20 mars 1972, n° 6204 AC/DIR/INFRA du 25 octobre 1976, les arrêtés du haut-commissaire n° 79 AC/DIR/INFRA du 16 janvier 1985, n° 522 AC/DIR/INFRA du 31 mai 1989, n° 568 AC/DIR/INFRA du 8 juin 1990, autorisant la Sétîl à occuper différentes zones de l'aéroport de Tahiti-Faaa, afin d'en assurer l'entretien et l'aménagement ;

Vu l'avis en date du 1er octobre 1990 du trésorier-payeur général chargé, par arrêté n° 121 NS/SG du 19 octobre 1984, de la gestion du domaine de l'Etat en Polynésie française,

Arrête :

**Article 1er. — Objet du présent arrêté**

Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions des arrêtés gubernatoriaux du 9 février 1971, du 20 mars 1972 et du 25 octobre 1976, les arrêtés du haut-commissaire du 16 janvier 1985, du 31 mai 1989 et du 8 juin 1990 autorisant la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétîl) à occuper temporairement des parties non concédées de l'aéroport de Tahiti-Faaa, afin d'en assurer l'aménagement et l'exploitation.

**Art. 2. — Terrains, ouvrages, bâtiments, installations et matériels donnés et/ou retirés en occupation temporaire par le présent arrêté**

— Est donné en occupation temporaire à la Sétîl pour la création d'un hangar hélicoptère, le bâtiment dit "ancienne aérogare zone nord" et ses alentours, tels que teintés en jaune sur le plan 2913 B de cet aéroport joint au présent arrêté (1) ;

— N'est plus donné en occupation temporaire le bâtiment "Fillod", teinté en bleu sur le plan joint (1).

**Art. 3. — Conditions générales**

Toutes les clauses des arrêtés du 9 février 1971, du 20 mars 1972, du 25 octobre 1976, du 16 janvier 1985, du 31 mai 1989 et du 8 juin 1990 qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, sont applicables aux terrains, ouvrages, bâtiments, installations et matériels visés à l'article 2 ci-dessus.

**Art. 4. — Durée de l'autorisation**

Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 12 octobre 1990, expirera en même temps que les arrêtés du 9 février 1971, du 20 mars 1972, du 25 octobre 1976, du 16 janvier 1985, du 31 mai 1989 et du 8 juin 1990 susvisés.

**Art. 5. — Exécution, publication et diffusion**

Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera diffusé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, aux frais de la Sétîl.

Fait à Papeete, le 12 octobre 1990.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Raymond VERGNE.

(1) Ce document peut être consulté au service de l'infrastructure aéronautique.

**ARRETE n° 108 SAIA du 23 octobre 1990 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation d'une école (groupement d'orientation dispersé) à Anatonu, commune de Raiavavae.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le décret du 6 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu le décret du 25 juin 1934 relatif aux transferts des propriétés immobilières dans les Etablissements français de l'Océanie et rendu exécutoire par décision n° 614 C du 21 août 1934 ;

Vu la réglementation en matière d'urbanisme en vigueur dans le territoire ;

Vu les délibérations municipales n° 20-88 RV du 25 mai 1988 et n° 34-87 du 20 novembre 1987 ;

Vu l'arrêté n° 5521 SAIA du 31 mars 1990 annulant l'arrêté n° 283 SAIA du 23 mars 1990 ordonnant les enquêtes conjointes administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les travaux de réalisation d'une école (groupement d'orientation dispersé) à Anatonu et ordonnant de nouvelles enquêtes ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur, M. Teana Tevaatua, en date du 4 juillet 1990 ;

Vu les pièces du dossier,

#### Arrête :

Article 1er.— Sont déclarés d'utilité publique les travaux de réalisation d'une école (groupement d'orientation dispersé) à Anatonu, commune de Raivavae.

Art. 2.— Est autorisée l'acquisition soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, en vertu du décret du 5 novembre 1936, des parcelles de terre nécessaires aux travaux dont il s'agit.

Art. 3.— La présente déclaration d'utilité publique est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 4.— M. le chef de la subdivision administrative des îles Australes, M. le maire de la commune de Raivavae sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 23 octobre 1990.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général*  
*de la Polynésie française,*  
Raymond VERGNE.

**ARRETE n° 1111 P.E.L.E4 du 23 octobre 1990 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des agents techniques de l'agriculture et de l'élevage du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires (article 7) ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 août 1970 instituant des commissions administratives paritaires (techniciens et agents techniques de l'agriculture et de l'élevage en Polynésie française) ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er juin 1990 modifiant la commission administrative paritaire compétente à l'égard des agents techniques d'agriculture et d'élevage en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1067 P.E.L.E4 du 26 août 1986 portant composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des techniciens et agents techniques de l'agriculture et de l'élevage du C.E.A.P.F. (mandat de 3 ans pour compter du 30 août 1986) ;

Vu la décision n° 94 P.E.L.E4 du 1er février 1989 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires des techniciens et agents techniques d'agriculture et d'élevage du C.E.A.P.F., rectifiée le 4 avril 1989 (rectificatif n° 345 P.E.L.E4) ;

Vu la décision n° 508 P.E.L.E4 du 30 mai 1989 modifiant la décision n° 94 P.E.L.E4 du 1er février 1989 susvisée ;

Vu l'arrêté n° 509 P.E.L.E4 du 30 mai 1989 prorogeant les dispositions de l'arrêté n° 1067 P.E.L.E4 du 26 août 1986 susvisé ;

Vu la décision n° 691 P.E.L.E4 du 9 juillet 1990 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires des agents techniques d'agriculture et d'élevage du C.E.A.P.F. ;

Vu l'arrêté n° 692 P.E.L.E4 du 9 juillet 1990 modifiant l'arrêté n° 509 P.E.L.E4 du 30 mai 1989 susvisé ;

Vu le procès-verbal n° 2900 ER/BA du 28 septembre 1990 de dépouillement du scrutin du 9 juin 1989,

#### Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard des agents techniques de l'agriculture et de l'élevage de la Polynésie française est constituée comme suit :

##### 1 - Représentants du personnel :

*Titulaires* : Salmon Yves, Lehartel Jean-Paul.  
*Suppléants* : Pahuiri Tepoi, Coulon Paul.

##### 2 - Représentants de l'administration :

*Titulaires* : M. le secrétaire général de la Polynésie française,  
M. le chef du service de l'économie rurale.  
*Suppléants* : M. le représentant du secrétaire général de la Polynésie française,  
M. l'adjoint au chef du service de l'économie rurale.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire constituée par l'article 1er ci-dessus est fixée à *trois ans* à compter du 28 septembre 1990.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 octobre 1990.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française.*

Raymond VERGNE.

Par arrêté n° 1069 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 octobre 1990.— La situation administrative du sous-brigadier Sanford Frédo est régularisée au titre de 1990 par avancement au 9<sup>e</sup> échelon de son grade à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Par arrêté n° 1083 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 octobre 1990.— Sont admis à l'examen du brevet national de secourisme qui s'est déroulé le 10 octobre 1990 au collège La Mennais de Papeete, les candidats dont les noms suivent :

Melles Bus Véronique Andrée, Flore Démécia ;

MM. Chanson Guy, Deshoulières Eric, De Toucheboeuf-Beaumont Arnaud, Djinli Farid Ahmed, Dubuc Philippe, Francescon Rémy Christophe, Giboulot Xavier, Joge Alain, Liao Cyrille Heimana, Le Gall Gilles, Le Moign Eric, Le Roy Yvan, Elie Lilian, Letel Jean-Claude, Lieutaud Olivier, Martin Romuald Teva, Perroy Teva, Smaghe Jean-Michel Patrice, Thévenard Julien, Tournellec Olivier.

Par arrêté n° 1084 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 octobre 1990.— Sont admis à l'examen de la spécialisation en animation qui s'est déroulé le 10 octobre 1990 au collège La Mennais de Papeete (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

Melles Adduard Frédérique Marie Geneviève, Barbanchon Hina, Flore Démécia, Laux Lévana, Mao Che Isabelle, Tahiaa Tori, Tarati Geneviève, Wong Isabelle ;

MM. Buart Patrick, Chunne Jérôme Steven, Chanson Guy, Kuo Yannick Marama, Liao Cyrille Heimana, Martin Romuald Teva.

## ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 76-141 AT du 7 octobre 1976 modifiée instituant un régime d'assurance volontaire des non-salariés ;

Vu l'arrêté n° 5301 BAC/FT du 24 décembre 1974 portant transfert des compétences et des charges correspondantes en

matière de constructions scolaires du 1<sup>er</sup> degré, aux dispensaires et postes de secours et aux dépenses d'aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 1447 CM du 27 décembre 1989 soumettant deux projets de délibérations à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité de l'action sociale en sa séance du 12 avril 1990 ;

Vu les avis du Conseil de la protection sociale en ses séances des 27 avril 1990, 21 mai 1990, 22 mai 1990, 10 juillet 1990 et du 7 septembre 1990 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en sa séance du 22 octobre 1990 ;

Vu l'arrêté n° 90-52 Prés./AT du 11 octobre 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 122-90 du 23 octobre 1990 de la commission de la santé, de l'éducation, de la solidarité et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 25 octobre 1990,



Adopte :

Article 1er. — La présente délibération définit les orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics, et à la prise en charge des patients qui les fréquentent.

Art. 2. — Pour l'application de la présente délibération, les services sanitaires publics comprennent les formations sanitaires dépendant de la direction de la santé publique, le Centre hospitalier territorial et l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé.

Art. 3. — Les services sanitaires publics sont ouverts à tous les patients, ayant ou non leur résidence habituelle en Polynésie française. La prise en charge de leurs soins ou de leur hospitalisation dépend du régime de protection sociale dont ils sont ressortissants.

Art. 4. — Hors le cas prévu au second alinéa de l'article 23 de la présente délibération, et compte tenu du coût élevé des actes médicaux ou chirurgicaux et du risque pour chacun d'y recourir, les frais y afférents sont pris en charge par les systèmes d'assurances sociales et par la collectivité publique, dans les conditions déterminées aux articles suivants.

#### TITRE I. — LES ASSURANCES SOCIALES

Art. 5. — Les systèmes d'assurances sociales couvrent, de manière obligatoire et moyennant cotisations selon des modalités propres à chacun d'eux, le risque maladie-invalidité, maladie professionnelle et accidents du travail des catégories suivantes, en activité ou à la retraite :

- les salariés, au sens donné par le code du travail ;
- les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;
- les personnes physiques patentées ;
- les agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- les fonctionnaires de l'Etat et du territoire ;
- et, d'une manière générale, les autres catégories déjà bénéficiaires d'un régime obligatoire d'assurance sociale à la date de la publication de la présente délibération.

Art. 6. — La Caisse de prévoyance sociale a vocation à gérer l'ensemble des régimes d'assurances sociales mentionnés à l'article précédent.

Elle doit, dans l'année qui suit la publication de la présente délibération, organiser un système permettant la vérification rapide et fiable des droits de ses ressortissants (affiliés et ayants droit), soit par l'édition de cartes d'assuré social, soit par une procédure informatique accessible aux formations sanitaires, dans le respect des dispositions législatives en vigueur.

Dans tous les cas, la vérification des droits sociaux du patient s'accompagne de la vérification de son identité, au moyen de l'un des documents figurant sur une liste arrêtée par le conseil des ministres.

Outre les ayants droit déjà définis par la réglementation propre à chacun des régimes visés à l'article précédent, sont également considérés à ce titre les enfants mineurs et le concubin notoire de l'assuré, non-ressortissants eux-mêmes d'un régime d'assurance sociale.

La qualité de concubin est annuellement certifiée par un document établi par le maire de la commune de résidence, selon le modèle arrêté par le conseil des ministres, après avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale.

Pour ce qui concerne le régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés géré par la Caisse de prévoyance sociale, la durée d'ouverture des droits à prestations en nature est portée à un an pour les affiliés remplissant certaines conditions fixées par arrêté en conseil des ministres, après avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale.

#### TITRE II. — L'AIDE MEDICALE DE SOLIDARITE

Art. 7. — Les collectivités publiques mettent en œuvre un système d'aide médicale de solidarité ("A.M.S.") qu'elles financent, permettant de garantir aux personnes sans ressources ou en situation précaire, et n'entrant pas dans le champ des assurances sociales visées à l'article 5, l'accès à des soins de qualité, dans le cadre des formations sanitaires publiques.

L'aide médicale de solidarité est organisée par un règlement pris conjointement par le territoire et le représentant de l'Etat au titre des compétences qui lui sont dévolues en matière communale.

Art. 8. — Le règlement mentionné à l'article précédent détermine notamment :

- le droit des personnes et, en particulier, les conditions d'accès à l'aide médicale de solidarité ;
- les modalités de financement par le territoire et les communes du coût de l'aide médicale ;
- les conditions dans lesquelles sont réglés les litiges, individuels ou non, qui peuvent naître à l'occasion de l'application du règlement précité.

Art. 9. — Pour certaines catégories d'affections, ou pour des groupes sociaux particulièrement exposés, le territoire peut décider de prendre en charge tout ou partie des dépenses de soins ou d'hospitalisation correspondantes dans les formations sanitaires publiques, dès lors que les bénéficiaires ne sont pas ressortissants d'un régime d'assurance sociale.

#### TITRE III. — MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Art. 10. — Dans l'ensemble des formations sanitaires publiques, les patients relevant d'un système d'assurance sociale ou de l'aide médicale de solidarité bénéficient du tiers payant.

## A — FORMATIONS SANITAIRES DE LA DIRECTION DE LA SANTE PUBLIQUE

Art. 11. — Les prestations des différentes formations sanitaires dépendant de la direction de la santé publique sont facturées comme suit :

Catégories de patients	Modalités de facturation des actes externes		Modalités de facturation de l'hospitalisation	
	Base de calcul	Tiers-payant	Base de calcul	Tiers-payant
Bénéficiaires de l'A.M.S.	Prestations non facturées		Prix de journée arrêté en conseil des ministres, après avis du conseil d'administration de la C.P.S. Il n'est pas institué de forfait journalier dans ces formations sanitaires	Organisme gestionnaire de l'A.M.S.
Ressortissants des assurances sociales	100 % du tarif public arrêté en conseil des ministres, après avis du conseil d'administration de la C.P.S. (*)	Régime de couverture concerné		Régime de couverture concerné

(\*) Ce tarif public ne peut excéder 70 % du tarif de responsabilité de la caisse.

## B — INSTITUT TERRITORIAL DE RECHERCHES MEDICALES LOUIS-MALARDE

Art. 12. — Les prestations de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé sont facturées comme suit :

Catégories de patients	Modalités de facturation des actes externes et de biologie médicale	
	Base de calcul	Tiers-payant
Bénéficiaires de l'A.M.S.	Tarification des actes conformément au tarif de responsabilité de la C.P.S.  La prise en charge est totalement assurée par le tiers-payant.	Organisme gestionnaire de l'A.M.S.
Ressortissants des assurances sociales	Tarification des actes conformément au tarif de responsabilité de la C.P.S.  Le ticket modérateur est facturé au territoire.	Régime de couverture concerné

hospitalier territorial sont identiques à celles décrites à l'article précédent. Il en est de même pour les prestations spécifiques mentionnées à l'article 14 de la présente délibération.

Art. 14. — Il est institué, au Centre hospitalier territorial, un "budget global" dont le montant doit couvrir les charges liées au fonctionnement de l'établissement. Il est également calculé, pour chaque service médico-technique, un "prix de journée d'hospitalisation", et le prix de certaines prestations spécifiques non incluses dans le prix de journée dont la liste est arrêtée en conseil des ministres.

Les montants du budget global, des prix de journée d'hospitalisation et des prestations spécifiques sont arrêtés en conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la santé, après avis du conseil d'administration de l'établissement.

Les membres du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial ayant voix délibérative doivent notamment représenter les activités médico-techniques de l'établissement, les autorités sanitaires, les personnels, les usagers, et les principaux organismes concourant au financement de son budget.

Le nombre des administrateurs nommés à ce dernier titre représente les deux tiers du nombre total des administrateurs ayant voix délibérative. En outre, la représentation de la seule C.P.S. (au titre du régime d'assurance-maladie des salariés) ne peut être inférieure au tiers de l'effectif total des administrateurs ayant voix délibérative.

## C — CENTRE HOSPITALIER TERRITORIAL

Art. 13. — Les modalités de facturation des actes dispensés à titre externe dans les services médico-techniques du Centre

Art. 15. — Les organismes tiers-payants autres que le territoire (au titre des dispositions de l'article 9 de la présente délibération), la Caisse de prévoyance sociale (au titre de l'ensemble des régimes d'assurance maladie-invalidité et accidents du travail qu'elle gère) et l'organisme gestionnaire de l'A.M.S. (mentionné à l'article 7 de

la présente délibération) prennent en charge le coût de l'hospitalisation de leurs ressortissants sur la base d'une facture faisant apparaître, pour chaque cas :

- la durée de l'hospitalisation ;
- le prix de journée du ou des services concernés ;
- le coût des prestations spécifiques.

Art. 16.— Le territoire (au titre des dispositions de l'article 9 de la présente délibération), la Caisse de prévoyance sociale (au titre de l'ensemble des régimes d'assurance maladie-invalidité et accidents du travail qu'elle gère) et l'organisme gestionnaire de l'A.M.S. (mentionné à l'article 7 de la présente délibération) prennent en charge le coût de l'hospitalisation de leurs ressortissants selon les modalités suivantes :

Avant le début de chaque exercice budgétaire, une convention conclue entre le Centre hospitalier territorial et chacun des organismes tiers-payants mentionnés à l'alinéa précédent détermine :

- la proportion du budget global de l'établissement prise en charge conjointement par ces organismes, à l'exclusion des provisions pour créances irrécouvrables, qui sont prises en charge par le territoire ;
- la quote-part prévisionnelle à financer par chacun de ces organismes, en fonction de la fréquentation estimée de leurs ressortissants ;
- le montant des douzièmes mensuels qui en découlent, et qui seront versés chaque mois de l'exercice considéré au Centre hospitalier territorial.

Il est tenu, tout au long de l'exercice, des statistiques permettant d'apprécier la part relative du nombre de journées d'hospitalisation des ressortissants de chacun des tiers-payants.

La convention conclue pour l'exercice suivant tient compte des ajustements nécessaires, positifs ou négatifs, selon que la quote-part d'un tiers-payant a été sous-estimée ou surestimée par rapport à celle des autres.

La convention décrite au présent article fait l'objet d'une approbation par arrêté en conseil des ministres.

Art. 17.— Si la convention mentionnée à l'article 16 de la présente délibération n'est pas conclue au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice budgétaire auquel elle s'applique, les douzièmes provisionnels de l'exercice précédent sont reconduits pendant trois mois au cours desquels ladite convention peut être conclue.

Passé ce délai, la quote-part de chacun des tiers-payants est déterminée par arrêté en conseil des ministres.

Art. 18.— Au Centre hospitalier territorial, les forfaits journaliers éventuellement institués par la réglementation propre à chaque régime obligatoire d'assurance sociale sont pris en charge par le territoire.

#### TITRE IV.— DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 19.— Pour l'application de la présente délibération, et dans l'attente de la mise en place d'un régime d'assurance sociale obligatoire au bénéfice des personnes physiques patentées :

- les patients ayant souscrit au régime d'assurance-maladie volontaire géré par la Caisse de prévoyance sociale bénéficient des modalités prévues à l'égard des "ressortissants des assurances sociales", telles que décrites aux articles précédents ;
- les autres patients, qu'ils n'aient souscrit à aucun régime, ou qu'ils soient bénéficiaires d'une assurance volontaire privée, sont soumis aux dispositions du second alinéa de l'article 23 de la présente délibération.

Art. 20.— Dans l'attente de la mise en place d'un régime d'assurance sociale propre aux fonctionnaires de l'Etat résidant sur le territoire, les modalités de prise en charge sont identiques à celles définies aux articles 11 à 13 pour les "ressortissants d'assurances sociales". Dans ce cas, l'organisme tiers-payant est la collectivité qui emploie le fonctionnaire.

La prise en charge des hospitalisations des fonctionnaires au Centre hospitalier territorial est assurée selon les dispositions suivantes :

- pour les fonctionnaires affectés dans un des services administratifs du territoire, il est fait application des modalités de l'article 16 de la présente délibération. En conséquence, le calcul de la contribution du territoire au budget global du Centre hospitalier tient compte de la fréquentation des fonctionnaires qu'il emploie ;
- dans tous les autres cas, il est fait application des dispositions de l'article 15 de la présente délibération, l'employeur (Etat, établissements publics, etc.) étant assimilé à l'organisme tiers-payant.

Art. 21.— Dans l'attente de la création du système d'aide médicale de solidarité, les patients bénéficiaires d'un certificat d'indigence délivré par le maire de leur commune de résidence sont pris en charge conformément aux dispositions des articles 11 à 13 de la présente délibération.

Le territoire et la commune ayant émis le certificat d'indigence se substituent à l'organisme gestionnaire de l'A.M.S. pour la prise en charge de la dépense à parts égales.

En cas d'hospitalisation au Centre hospitalier territorial, il est fait application des dispositions de l'article 15 de la présente délibération, le territoire et la commune agissant en qualité de tiers-payant, chacun pour la moitié de la somme considérée.

Art. 22.— Le système de budget global décrit à l'article 14 est mis en place pour une période expérimentale de trois années. Pour l'année 1991, la convention prévue à l'article 16 de la présente délibération fait référence aux statistiques de fréquentation du Centre hospitalier territorial des années 1988 et 1989.

#### TITRE V.— DISPOSITIONS FINALES

Art. 23.— Sauf cas d'urgence, et sous réserve des dispositions du second alinéa du présent article, ne peuvent être admis au Centre hospitalier territorial (soins externes et hospitalisation), dans les formations dépendant de la direction de la santé publique (hospitalisation) et à l'Institut Louis-Malardé, les patients qui ne justifieraient pas de leur prise en charge par un organisme tiers-payant.

Tout patient qui ne serait pas en situation régulière vis-à-vis des obligations de son régime d'assurance sociale, qui bénéficierait d'un régime de protection sociale inopérant sur le territoire, ou qui ne bénéficierait pas de l'assistance médicale de solidarité, se verra facturer en son nom propre le coût des soins externes ou d'hospitalisation dispensés à son profit dans les formations sanitaires publiques.

Art. 24. — Des arrêtés en conseil des ministres préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente délibération, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1991.

Art. 25. — Toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération sont abrogées.

Art. 26. — Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHESON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-103 AT du 25 octobre 1990 modifiant la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 instituant un régime d'assurance-maladie et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans, et notamment son article 6 ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 1447 CM du 27 décembre 1989 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité consultatif du régime de protection sociale en milieu rural ;

Vu l'arrêté n° 90-52 Prés./AT du 11 octobre 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 122-90 du 23 octobre 1990 de la commission de la santé, de l'éducation, de la solidarité et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 25 octobre 1990,

Adopte :

Article 1er. — L'article 6 de la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Les prestations en nature du régime d'assurance maladie-invalidité du présent régime sont identiques à celles du régime d'assurance maladie-invalidité institué au profit des travailleurs salariés.

"Pour ce qui concerne les prestations en espèce, il sera attribué pendant la durée de l'incapacité ou de l'hospitalisation une indemnité journalière égale à la moitié du revenu journalier servant de base au calcul des cotisations, et ce, après le trentième jour d'incapacité. Cette indemnité est portée aux deux tiers lorsque l'assuré a au moins trois enfants à charge".

Art. 2. — Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHESON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particulier.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des communes ;

Vu la délibération n° 88-109 AT du 4 août 1988 portant réglementation générale de certaines activités de transport terrestre sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière et ses textes d'application ;

Vu l'arrêté n° 90-52 Prés./AT du 11 octobre 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 957 CM du 6 septembre 1990 du conseil des ministres approuvé dans sa séance du 5 septembre 1990 ;

Vu le rapport n° 121-90 du 23 octobre 1990 de la commission des transports, des postes et télécommunications ;

Dans sa séance du 25 octobre 1990,

Adopte :

Article 1er. — Les activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particulier sont couvertes par les dispositions de la présente délibération.

Nulle personne physique ou morale ne peut exercer les activités couvertes par les dispositions de la présente délibération sur le territoire de la Polynésie française si elle n'est pas de nationalité française ou régie par la loi française ou ayant son siège social en Polynésie française.

## TITRE PREMIER — DE L'EXPLOITATION DES TAXIS

### CHAPITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Art. 2. — Définition

Les taxis sont des véhicules automobiles, de quatre portes au moins, comportant trois places au moins et sept places au plus pour passagers, qui sont mis avec chauffeur à la disposition du public pour effectuer, à la demande de celui-ci, et à titre onéreux, le transport particulier des personnes et de leurs bagages. Ces véhicules comprennent ceux à transmission intégrale de type berline ou break.

En sont exclus les véhicules tout terrain, sauf dans les îles autres que Tahiti, en considération de la qualité de leurs infrastructures routières à l'exception de ceux déjà en service à Tahiti.

L'appellation "Taxi" est exclusivement réservée aux véhicules répondant à la définition énoncée ci-dessus et pour lesquels une licence a été délivrée dans les conditions prévues à la présente délibération. Toute juxtaposition de cette appellation avec d'autres vocables est interdite.

#### Art. 3. — Equipements et signes distinctifs

Les taxis sont obligatoirement pourvus des équipements et signes distinctifs suivants :

- 1°) taximètre conforme aux types et normes des matériels autorisés par un arrêté pris en conseil des ministres ;
- 2°) un dispositif extérieur, lumineux la nuit, portant la mention "taxi" ;
- 3°) l'indication visible de l'extérieur des numéros de la licence du véhicule et de l'autorisation d'exercer la profession.

Un arrêté pris en conseil des ministres précisera l'emplacement et la forme de cette indication.

#### Art. 4. — Tarification

La tarification applicable est fixée, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, par arrêté en conseil des ministres après avis des ministères de l'économie et du tourisme. La fixation des tarifs se fait sur la base des propositions de la commission consultative paritaire, saisie par les organisations professionnelles. La révision des tarifs se fera au moins une fois l'an, sauf circonstances exceptionnelles.

Tous les taxis doivent être constamment pourvus du tarif applicable au lieu d'exploitation. Ce tarif sera visible en permanence à l'intérieur du véhicule et tenu à la disposition des clients. Il ne devra jamais être caché, ni dissimulé.

Le contrôle du taximètre sera effectué en même temps que le contrôle technique. Les certificats semestriels de contrôle du taximètre sont présentés sur toute demande de l'administration.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise les modalités de ce contrôle.

## CHAPITRE II — CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ENTREPRENEUR DE TAXI

### Art. 5. — Certificat de capacité à la conduite des taxis

Les taxis sont obligatoirement conduits par un chauffeur muni d'un certificat de capacité à la conduite des taxis, délivré par le Président du gouvernement sur proposition de la commission consultative paritaire, dans les conditions prévues aux articles 41 à 42.

### Art. 6. — Accès à la profession

L'exercice de la profession d'entrepreneur de taxi est subordonné à l'obtention d'une autorisation délivrée par le conseil des ministres, dans les conditions prévues aux articles 43 à 44 ci-après.

Cette autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi est délivrée, pour une île déterminée ; elle est délivrée sans condition de durée sous réserve d'un exercice continu de l'activité, exception faite des dispositions prévues à l'article 8, alinéa 2.

Elle détermine le nombre de licences de taxi qui peuvent être exploitées. L'exploitation d'un nombre de véhicules supérieur à celui prévu par l'autorisation d'exercer la profession est subordonnée à l'obtention d'une autorisation d'exploiter des licences supplémentaires, délivrée par le conseil des ministres, dans les conditions prévues à l'article 45 de la présente délibération.

### Art. 7. — Délivrance de la licence de taxi

En fonction du nombre de licences prévues par l'autorisation, le Président du gouvernement, par arrêté, délivre les licences des véhicules présentés à l'exploitation, dans les conditions prévues à l'article 46 ci-après.

Chaque licence est accordée pour l'exploitation d'un véhicule.

### Art. 8. — Exploitation des licences

Les titulaires d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi disposent d'un délai maximum de 6 mois pour mettre en service le nombre total de licences que l'autorisation a accordé, sous peine de retrait des licences non utilisées.

L'exploitation des véhicules pour lesquels une licence a été délivrée peut être suspendue pour une période supérieure à trois mois, sous réserve d'une déclaration préalable au service chargé des transports terrestres. En tout état de cause, cette interruption ne peut excéder 18 mois, sous peine de retrait de la licence non utilisée. En cas de suspension non déclarée, la licence est retirée après 6 mois de cessation d'activité.

### Art. 9. — Cessibilité de l'autorisation et des licences

Les autorisations et les licences sont personnelles.

Les autorisations, avec toutes les licences qui leur sont attachées, peuvent être cédées ou transférées à la seule condition que

le successeur soit agréé par le conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des transports après avis de la commission consultative paritaire.

En cas de décès du titulaire de l'autorisation, ses ayant-droits bénéficient de la faculté de présentation pendant un délai de 1 an à compter du décès. Ceux-ci peuvent également demander au président de la commission de délivrer une autorisation provisoire, pour permettre la poursuite de l'activité, par un successeur qu'ils ont désigné, jusqu'à la réunion de la commission.

Le dossier de candidature du successeur, accompagné de la lettre de présentation, est adressé au secrétariat de la commission consultative paritaire qui en assure l'instruction. Le dossier est obligatoirement inscrit à l'ordre du jour de la prochaine commission.

Les candidats présentés doivent réunir les conditions requises par la présente délibération.

#### Art. 10.— *Conditions générales d'exercice de l'activité*

La licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Toutefois, en cas de panne de ce véhicule, le titulaire de la licence peut présenter un véhicule de remplacement au service chargé des transports terrestres qui instruit la demande, délivre une carte violette provisoire et l'autorise à pratiquer provisoirement une tarification forfaitaire. Celle-ci doit alors être clairement affichée à l'intérieur du véhicule. Un arrêté pris en conseil des ministres précise les conditions d'application de cette disposition.

Le véhicule peut être conduit soit par l'entrepreneur lui-même soit par un chauffeur, s'ils remplissent les conditions prévues aux articles 5 et 51 de la présente délibération.

### CHAPITRE III — DES CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION DE TRANSPORT PAR TAXI

#### Art. 11.— *Autorisation des stationnement*

Les taxis bénéficient d'une autorisation de stationnement sur la voie publique dans les emplacements qui leur sont réservés, dans l'attente de la clientèle.

Les autorisations sont délivrées par le maire de la commune concernée, dans l'exercice des pouvoirs de police qui lui sont reconnus par le code des communes, notamment dans son article L. 131-4.

Toutefois, elles sont délivrées par le Président du gouvernement à l'intérieur du domaine public territorial ou par l'autorité compétente sur le domaine public concédé.

Les taxis occupent les places libres, selon leur ordre d'arrivée. Ils avancent au fur et à mesure des départs. Les clients doivent être pris en charge au niveau du panneau "tête de station".

#### Art. 12.— *Prise en charge des clients*

Les chauffeurs de taxis prennent en charge et conduisent leurs clients à destination par le chemin le plus court, sauf demande particulière du client. Ils s'arrêtent et déposent leurs clients selon leur demande.

Ils peuvent ne pas prendre en charge :

- des personnes pour suivre un convoi allant au pas lent ;
- des personnes dont la tenue, l'état d'ivresse ou le comportement peut manifestement mettre en jeu leur intégrité physique, salir ou dégrader leur véhicule.

#### Art. 13.— *Interdictions générales*

A l'occasion de l'exécution de la prestation de service, il est interdit aux conducteurs de taxi :

- de prendre un nombre de personnes supérieur à celui autorisé par la réglementation ;
- de stationner, en attente de clientèle, en dehors des emplacements réservés, sauf en cas de force majeure ;
- de transporter en même temps et dans le même habitacle, des personnes accompagnées par des animaux, sauf accord du chauffeur ;
- d'abandonner son véhicule sans raison valable sur les emplacements réservés ;
- de refuser la prise en charge des clients pendant l'exécution de leur service alors qu'ils sont libres sous réserve des dispositions de l'article précédent ;
- de se faire accompagner d'un animal ou d'un tiers pendant le service ;
- de ne pas mettre le taximètre en fonctionnement, sauf pour les destinations pour lesquelles un tarif forfaitaire est prévu. Un arrêté pris en conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission consultative paritaire saisie pas les organisations professionnelles, détermine les tarifs forfaitaires à appliquer pour les circuits en montagne, sur les plateaux et dans les vallées.

#### Art. 14.— *Embarquement des bagages*

Les chauffeurs de taxi ne peuvent refuser l'embarquement des bagages, à l'exception de ceux dont le poids et les dimensions les rendent difficilement transportables ou sont de nature à gêner la conduite ou de compromettre la solidité, la stabilité ou l'équilibre du véhicule.

Les taxis, non équipés de galeries, n'embarquent que des bagages et colis pouvant être acceptés à la main ou dans le coffre.

#### Art. 15.— *Tenue vestimentaire*

Les conducteurs de taxi doivent porter en permanence une tenue vestimentaire correcte, ainsi que des chaussures.

### TITRE DEUXIEME — DE L'EXPLOITATION DES VOITURES DE REMISE

#### CHAPITRE I — DISPOSITIONS GENERALES

#### Art. 16.— *Définition*

Les voitures de remise sont des véhicules automobiles de louage de grand luxe, avec chauffeur, qui permettent d'effectuer, à la demande et à titre onéreux, le transport particulier des personnes et de leurs bagages.

Elles offrent aux passagers les conditions de confort, les aménagements intérieurs et la puissance réclamés pour le transport des plus hautes personnalités et la clientèle internationale de haut niveau.

L'appellation "voiture de remise" est exclusivement réservée aux véhicules répondant à la définition énoncée ci-dessus et pour lesquels une autorisation a été délivrée dans les conditions prévues à la présente délibération.

#### Art. 17.— *Conditions relatives au véhicule*

Les voitures de remise sont des voitures de 12 chevaux fiscaux au moins, qui doivent comporter au plus neuf places assises, chauffeur compris. L'aspect intérieur et extérieur de ces véhicules, ainsi que les équipements caractéristiques du niveau de la prestation offerte, dont la liste est précisée par arrêté pris en conseil des ministres, font l'objet d'un contrôle dans les conditions prévues à l'article 27 ci-après.

Les voitures de remise doivent être des véhicules de type récent. Lors de la demande de licence, elles ne doivent pas avoir été mises en circulation, pour la première fois, depuis plus d'un an. La durée maximale d'utilisation des véhicules en tant que voitures de remise est fixée à sept ans, exception faite des véhicules de plus de 30 chevaux fiscaux, pour lesquels la durée maximale est portée à 15 ans.

#### Art. 18.— *Signe distinctif*

Les voitures de remise sont obligatoirement pourvues d'un macaron sur lequel sont portés le sigle "VIP" et les numéros de licence du véhicule et d'autorisation d'exercer la profession. Ce macaron est le seul signe distinctif autorisé sur les voitures de remise.

Un arrêté pris en conseil des ministres précisera la forme et l'emplacement de cette indication.

#### Art. 19.— *Enregistrement*

Toute location de voiture de remise doit se faire au siège de l'entreprise. Elle donne lieu à l'inscription sur un registre chronologique et sur un carnet de bord. Doivent y figurer le nom du client, la date et l'heure de la commande, ainsi que le transport à effectuer et son prix.

Chaque véhicule doit avoir à son bord le carnet portant ces mentions au moment où il arrive sur les lieux pour prendre en charge le client.

Ce carnet doit être conforme au modèle défini par arrêté pris en conseil des ministres. Il doit être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité.

#### Art. 20.— *Tarification*

Les conditions tarifaires des prestations assurées par les voitures de remise sont librement fixées à l'avance entre les parties.

Les entrepreneurs des voitures de remise sont tenus de déposer leurs tarifs auprès du service chargé des transports terrestres.

## CHAPITRE II — CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ENTREPRENEUR DE VOITURES DE REMISE

#### Art. 21.— *Certificat de capacité à la conduite des voitures de remise*

La voiture de remise ayant fait l'objet d'une location est conduite obligatoirement par un chauffeur muni d'un certificat de capacité délivré par le Président du gouvernement, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission consultative paritaire, dans les conditions prévues aux articles 41 à 42 ci-après.

#### Art. 22.— *Accès à la profession*

L'exercice de la profession d'entrepreneur de taxi est subordonné à l'obtention d'une autorisation délivrée par le conseil des ministres, dans les conditions prévues aux articles 43 à 44 ci-après.

L'autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de voitures de remise est délivrée sans condition de durée, sous réserve d'un exercice continu de la profession, exception faite des dispositions prévues à l'article 24, alinéa 5 ci-après.

Cette autorisation détermine le nombre de licences de voitures de remise qui peuvent être exploitées. Elles sont accordées pour des véhicules déterminés.

L'exploitation d'un nombre de véhicules supérieur à celui prévu par l'autorisation d'exercer la profession est subordonnée à l'obtention d'une autorisation d'exploiter des licences supplémentaires, délivrée par le conseil des ministres, dans les conditions prévues à l'article 45 de la présente délibération.

#### Art. 23.— *Cessibilité de l'autorisation et des licences*

Les autorisations et les licences sont personnelles.

Les autorisations, avec toutes les licences qui leur sont attachées, peuvent être cédées ou transférées à la seule condition que le successeur soit agréé par le conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission consultative paritaire.

En cas de décès du titulaire de l'autorisation, ses ayants-droits bénéficient de la faculté de présentation pendant un délai de 1 an à compter du décès. Ceux-ci peuvent également demander au président de la commission de délivrer une autorisation provisoire, pour permettre la poursuite de l'activité, par un successeur qu'ils ont désigné, jusqu'à la réunion de la commission.

Le dossier de candidature du successeur, accompagné de la lettre de présentation, est adressé au secrétariat de la commission consultative paritaire qui en assure l'instruction. Le dossier est obligatoirement inscrit à l'ordre du jour de la prochaine commission.

Les candidats présentés doivent réunir les conditions requises par la présente délibération.

#### Art. 24.— *Licence de voiture de remise*

La licence de voiture de remise est délivrée par le Président du gouvernement, si toutes les conditions prévues au présent texte sont remplies.

Elle exclut l'utilisation du véhicule pour toute autre activité de transport onéreux de passagers.

Tout changement de véhicule ou d'affectation du véhicule entraîne *ipso facto* le retrait de la licence et, éventuellement, l'attribution d'une nouvelle licence dans les conditions prévues à l'article 22 ci-dessus.

Les titulaires d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de voitures de remise disposent d'un délai maximum de 8 mois pour mettre en service le nombre total de licences que l'autorisation a accordé, sous peine de retrait des licences non utilisées.

L'exploitation du véhicule pour lequel une licence a été délivrée peut être suspendue pour une période supérieure à trois mois, sous réserve d'une déclaration préalable au service chargé des transports terrestres. En tout état de cause, cette interruption ne peut excéder 18 mois, sous peine de retrait de licence non utilisée. En cas de suspension non déclarée, la licence est retirée après 6 mois de cessation d'activité.

### CHAPITRE III — CONDITIONS D'EXPLOITATION DES VOITURES DE REMISE

#### Art. 25.— *Conditions générales d'exercice de l'activité*

Le véhicule peut être conduit, soit par l'entrepreneur lui-même, soit par un chauffeur, s'ils remplissent les conditions prévues aux articles 21 et 51 de la présente délibération.

#### Art. 26.— *Interdictions générales*

Les voitures de remise ne peuvent :

- ni stationner sur une voie publique, dans l'attente de la clientèle, si elles n'ont pas fait l'objet d'une location préalable ;
- ni être louées à la place ;
- ni circuler en quête de clients.

Elles ne peuvent comporter de compteur taximètre.

#### Art. 27.— *Contrôle de l'état des véhicules*

Les voitures de remise sont soumises, lors des visites techniques semestrielles prévues à l'article 53, à un contrôle supplémentaire permettant de vérifier l'état du véhicule et celui de ses équipements.

Si les résultats de ce contrôle sont insatisfaisants, l'entrepreneur doit faire procéder à la réparation ou au remplacement de la partie du véhicule ou de l'équipement non conforme aux exigences de l'article 17, avant la date fixée pour la prochaine visite technique.

En cas de non respect de cette dernière obligation, la commission consultative paritaire peut proposer au conseil des ministres

le retrait provisoire de la licence jusqu'à la mise en conformité du véhicule.

Les modalités et le contenu de ce contrôle sont précisés par arrêté pris en conseil des ministres.

### TITRE TROISIEME — DE L'EXPLOITATION DES VOITURES DE SERVICE PARTICULARISE

#### CHAPITRE I — DISPOSITIONS GENERALES

#### Art. 28.— *Définition*

Les voitures de service particulierisé (VSP) sont des véhicules automobiles, de neuf places au plus, qui, sans répondre aux dispositions des taxis, des voitures de remise ou des transports en commun, sont mis avec un chauffeur à la disposition du public pour effectuer, à la demande de celui-ci, et à titre onéreux, le transport de marchandises et des personnes.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine l'utilisation de ces types de véhicules.

L'appellation "VSP" est exclusivement réservée aux véhicules répondant à la définition énoncée ci-dessus et pour lesquels une licence a été délivrée dans les conditions prévues à la présente délibération.

#### Art. 29.— *Equipements*

Les voitures de service particulierisé sont principalement destinées au transport de marchandises et des passagers. Elles peuvent toutefois prendre en charge les personnes accompagnant ces marchandises, sous réserve d'être pourvues des équipements prévus aux articles 171 à 186 de la délibération n° 85-1050 AT du 4 août 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière.

#### Art. 30.— *Autorisation de stationnement*

Les voitures de service particulierisé bénéficient d'une autorisation de stationnement sur la voie publique, dans l'attente de la clientèle.

Les autorisations sont délivrées par le maire de la commune concernée, dans l'exercice des pouvoirs de police qui lui sont reconnus par le code des communes, notamment dans son article L. 131-4.

Toutefois, elles sont délivrées par le Président du gouvernement à l'intérieur du domaine public territorial ou par l'autorité compétente sur le domaine public concédé.

Lorsqu'elles sont en attente de clientèle, les voitures de service particulierisé stationnent dans les emplacements libres qui leur sont réservés.

#### Art. 31.— *Signes distinctifs*

Les voitures de service particulierisé sont obligatoirement pourvues, sur les portières avant, des signes distinctifs suivants, visibles de l'extérieur :



- l'inscription "VSP-Transport camionnette",
- le numéro de l'autorisation d'exploiter le véhicule,

Un arrêté pris en conseil des ministres précisera la forme de ces indications.

#### Art. 32.— *Tarification*

Les conditions tarifaires des prestations assurées par les voitures de service particularisé sont librement fixées à l'avance entre les parties.

Les voitures de service particularisé doivent afficher en permanence les tarifs proposés pour les destinations et les opérations de manutention les plus fréquentes.

#### Art. 33.— *Interdictions*

Il est interdit aux conducteurs de voitures de service particularisé :

- de stationner, en attente de clientèle, sur la voie publique, en dehors des emplacements réservés sauf en cas de force majeure.
- de refuser de prendre en charge des marchandises pendant la période d'exécution de leur activité alors qu'ils sont libres, à l'exception de celles qui sont de nature à gêner la conduite ou de compromettre la solidité, la stabilité ou l'équilibre du véhicule.

## CHAPITRE II — CONDITIONS DE L'EXPLOITATION DES VOITURES DE SERVICE PARTICULARISÉ

#### Art. 34.— *Certificat de capacité à la conduite des voitures de service particularisé*

Les voitures de service particularisé sont obligatoirement conduites par un chauffeur titulaire du certificat de capacité à la conduite de ce type de véhicule, délivré par le Président du gouvernement, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission consultative paritaire, dans les conditions prévues aux articles 41 à 42 ci-après.

#### Art. 35.— *Autorisation d'exploiter une voiture de service particularisé*

L'exploitation d'une voiture de service particularisé est subordonnée à l'obtention d'une autorisation délivrée par le conseil des ministres, dans les conditions prévues aux articles 43 à 44 ci-après.

Elle est accordée pour l'exploitation d'un véhicule.

L'autorisation est délivrée sans condition de durée, pour autant que le véhicule soit exploité de façon continue en tant que voiture de service particularisé, sous réserve des dispositions prévues à l'article 36, alinéa 1er ci-après.

Pour pouvoir exploiter des véhicules supplémentaires, les intéressés doivent présenter des demandes dans les mêmes formes que celles prescrites à l'alinéa 1er ci-dessus.

#### Art. 36.— *Exploitation des voitures de service particularisé*

L'exploitation du véhicule pour lequel une autorisation a été délivrée peut être suspendue pour une période supérieure à trois mois, sous réserve d'une déclaration préalable au service chargé des transports terrestres. En tout état de cause, cette interruption ne peut excéder 18 mois, sous peine de retrait de l'autorisation non utilisée. En cas de suspension non déclarée, l'autorisation est retirée après 6 mois de cessation d'activité.

Tout titulaire peut, soit exploiter lui-même son véhicule, soit partager cette exploitation avec un autre chauffeur, sous réserve qu'ils remplissent les conditions prévues aux articles 34 et 51.

#### Art. 37.— *Cessibilité de l'autorisation*

L'autorisation est personnelle.

En cas d'abandon de l'activité, la totalité des autorisations d'exploiter des voitures de service particularisé détenues par l'entrepreneur peut être cédée ou transférée à un successeur, à la seule condition que celui-ci soit agréé par le conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission consultative paritaire. Les autorisations ne peuvent être cédées ou transférées séparément.

En cas de décès du titulaire de l'autorisation, ses ayants droit bénéficient de la faculté de présentation pendant un délai de 1 an à compter du décès ; ceux-ci peuvent également demander au président de la commission de délivrer une autorisation provisoire, pour permettre la poursuite de l'activité par un successeur qu'ils ont désigné, jusqu'à ce que la commission soit saisie en vertu des dispositions prévues à l'alinéa ci-dessus ; la durée de cette autorisation ne saurait en aucun cas être supérieure au délai prévu à ce même alinéa.

Le dossier de candidature du successeur, accompagné de la lettre de présentation, est adressé au secrétariat de la commission consultative paritaire qui en assure l'instruction. Le dossier est obligatoirement inscrit à l'ordre du jour de la prochaine commission.

Les candidats présentés doivent réunir les conditions requises par la présente délibération.

## TITRE QUATRIÈME — DE LA PROCEDURE

### CHAPITRE I — LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE

#### Art. 38.— *La commission consultative paritaire*

Il est institué une commission consultative, dénommée "commission consultative paritaire".

- Elle a pour mission générale d'émettre des propositions sur l'organisation et le développement des professions réglementées par la présente délibération ;
- Elle a pour mission de vérifier l'aptitude technique et générale requise des conducteurs des véhicules soumis à la présente délibération (certificat de capacité) ;

- Elle est chargée d'émettre des avis sur la délivrance et le transfert des autorisations d'exercer les professions d'entrepreneur de taxi et d'entrepreneur de voiture de remise et des autorisations d'exploiter des voitures de service particulier, ainsi que sur la délivrance des licences de taxi et de voiture de remise ;
- Elle fait office de commission de discipline ; elle est appelée à se prononcer sur toute infraction aux dispositions de la présente délibération et à ses textes d'application. Elle est compétente pour proposer toutes mesures administratives de suspension provisoire ou définitive à l'égard des titulaires de l'autorisation, de la licence ou du certificat de capacité.

De plus, la commission consultative paritaire, saisie par les organisations professionnelles, soumet au ministre chargé des transports terrestres des propositions relatives à la fixation et à la révision des tarifs des taxis, conformément aux dispositions prévues aux articles 4 et 13 ci-dessus.

#### Art. 39. — *Composition de la commission*

La commission consultative paritaire est présidée par le ministre chargé des transports terrestres ou son représentant. Elle comprend, en nombre égal, des représentants de l'administration et des représentants des organisations syndicales des professions couvertes par la présente délibération. Ceux-ci sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle, pour deux ans, dans le cadre des élections organisées sous le contrôle du ministre chargé des transports terrestres. La commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne qu'elle estimera utile.

Elle se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois qu'il en est besoin. En cas d'égalité des voix, celle du président de la commission est prépondérante. Toutefois, il sera étudié avec bienveillance les avis des organisations professionnelles.

Quand elle siège en commission de discipline, les membres ayant un intérêt personnel à l'affaire ne peuvent prendre part aux délibérations.

La composition de cette commission est précisée par arrêté pris en conseil des ministres.

#### Art. 40. — *Fonctionnement de la commission*

L'ordre du jour est arrêté par le président de la commission qui le communique aux membres de la commission, quinze jours avant la tenue de la séance, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise au destinataire, contre émargement du registre des convocations.

La commission consultative ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres est présent. Si le quorum n'est pas atteint, elle se réunit dans un délai de 8 jours au lieu de la première réunion et délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

La commission consultative paritaire détermine elle-même ses règles de fonctionnement. Le secrétariat de la commission est assuré par le service chargé des transports terrestres.

## CHAPITRE II — ATTRIBUTION DES CERTIFICATS DE CAPACITÉ

### Art. 41. — *Procédure d'attribution des certificats de capacité*

Le certificat de capacité est délivré par le Président du gouvernement, sur présentation par la commission consultative paritaire de la liste des candidats qui ont passé avec succès l'examen qu'elle est chargée d'organiser.

Les demandes de candidatures doivent être présentées par écrit au service chargé des transports terrestres accompagnées des renseignements suivants :

- photos d'identité, casier judiciaire ;
- photocopie certifiée conforme du permis de conduire ;
- certificat médical d'aptitude, délivré dans les conditions prévues à l'article 51 ci-après.

### Art. 42. — *Programme d'examen*

La commission fixe les programmes, la nature et le coefficient des épreuves et tient ces renseignements à la disposition des candidats. Les épreuves comprennent notamment :

- Un examen technique, organisé pour tous les certificats de capacité ;
- Une épreuve supplémentaire de connaissances générales, organisée pour les certificats de capacité à la conduite des taxis et des voitures de remise.

Les demandes sont adressées au service chargé des transports terrestres. Les modalités pratiques des épreuves seront précisées par voie de circulaire de la commission.

## CHAPITRE III — ATTRIBUTION DES AUTORISATIONS ET DES LICENCES

### Art. 43. — *Procédure d'attribution des autorisations et des licences*

Les décisions visées aux articles 6, 22 et 35 sont prises par le conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission consultative paritaire.

### Art. 44. — *Demandes d'autorisations*

Quiconque souhaite exercer la profession d'entrepreneur de taxi, de voiture de remise ou de voiture de service particulier doit en faire la demande écrite au service chargé des transports terrestres, qui instruit le dossier.

Toute demande doit comporter notamment les renseignements suivants :

- état-civil, photos d'identité, casier judiciaire ;
- profession habituelle, références professionnelles, déclaration sur l'honneur de l'inscription au registre du commerce dans la profession concernée ;
- statuts des personnes morales ;
- une fiche analytique, dont le modèle est défini par arrêté pris en conseil des ministres, pour les personnes morales.

Les demandes d'autorisations d'exercer l'activité d'entrepreneur de voiture de remise doivent comprendre, en outre, des renseignements relatifs aux véhicules pour lesquels des licences sont demandées, ainsi que le dépôt des tarifs envisagés.

Les demandes d'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de voiture de service particularisé doivent comprendre, en outre, des renseignements relatifs au véhicule pour lequel une autorisation est demandée, ainsi que le dépôt des tarifs envisagés.

Le silence conservé par l'administration sur une demande d'autorisation, pendant plus de quatre mois, équivaut à une décision implicite de rejet.

**Art. 45.— Conditions d'attribution des autorisations d'exploiter des licences supplémentaires**

Quiconque souhaite exploiter des licences supplémentaires de taxi ou de voiture de remise doit en faire la demande écrite au service chargé des transports terrestres qui instruit le dossier.

Pour les voitures de remise, la demande doit comporter obligatoirement des renseignements sur le ou les véhicules pour lesquels des licences supplémentaires sont demandées comprenant, notamment, les pièces relatives à la propriété de ce ou de ces véhicules.

**Art. 46.— Conditions de délivrance des licences**

Pour obtenir délivrance de la licence de taxi ou de voiture de remise, le titulaire d'une autorisation doit présenter au service chargé des transports terrestres, qui instruit le dossier, un véhicule remplissant toutes les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus, s'il s'agit d'un taxi ou conforme à celui pour lequel la licence a été accordée, s'il s'agit d'une voiture de remise, et fournir notamment les renseignements suivants :

- l'autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi ou d'entrepreneur de voiture de remise ;
- les pièces relatives à la propriété du véhicule, pour les taxis.

## CHAPITRE IV — LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE

**Art. 47.— Procédure disciplinaire**

Le président de la commission communique aux intéressés la nature des infractions constatées, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise au destinataire, contre émargement du registre des convocations.

La lettre doit indiquer les délais de convocation, qui sont de quinze jours pour les résidents des îles du Vent et d'un mois dans tous les autres cas. Elle précise également où le dossier peut être consulté, par la personne concernée ou son représentant.

La personne mise en cause doit être entendue. Toutefois, elle peut présenter sa défense par écrit si elle est dans l'impossibilité de répondre à la convocation. L'intéressé peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix. Il peut faire appel à témoin.

La commission entend toute personne susceptible de l'aider dans la recherche de la vérité.

Toute sanction administrative concernant un préposé titulaire du certificat de capacité sera notifiée à son employeur.

Peuvent être sanctionnées par défaut, les personnes qui :

- ont manifesté, de manière explicite, leur refus de comparaître qui se traduit notamment par toute absence volontaire ou le refus de la correspondance ;
- ont manifesté leur accord explicite.

**Art. 48.— Infractions**

Les infractions relevant de la commission sont les suivantes :

*infractions de 1re catégorie :*

- tenue vestimentaire incorrecte ;
- démarchage d'articles auprès des clients ;
- non respect des dispositions édictées aux articles 13, 14 et 26 de la présente délibération ;
- rabattage ou racolage des clients ;
- pour les voitures de service particularisé, le transport de voyageurs à titre principal ;
- la consommation de tabac à l'intérieur du véhicule.

*infractions de 2e catégorie :*

- non application du tarif réglementaire, pour les entrepreneurs de taxis, et dépassement des tarifs déposés, pour les voitures de remise et les voitures de service particularisé ;
- non déclaration de cessation d'activité pour une période supérieure à trois mois ;
- refus de présentation des documents réglementaires aux agents de l'administration ou de la force publique.

*infraction de 3e catégorie :*

- tenue vestimentaire indécente ;
- attitude ou propos incorrects vis à vis des clients et des agents de la force publique ou de l'administration ;
- défaut, falsification ou dissimulation de compteurs taximètre, pour les entrepreneurs de taxis ;
- conduite du véhicule par un conducteur non titulaire du certificat de capacité ;
- la consommation d'alcool à l'intérieur du véhicule ou l'état d'ébriété pendant l'exécution de la prestation de transport.

**Art. 49.— Sanctions**

Les infractions de la 1re catégorie sont sanctionnées par un avertissement et les infractions à la 2e catégorie par un blâme.

En cas de récidive, dans un délai d'un an, aux infractions de la 1re et 2e catégorie, la sanction immédiatement supérieure est appliquée.

Les infractions de la 3e catégorie sont sanctionnées par le retrait de la licence, pour les taxis et les voitures de remise, de l'autorisation d'exploiter, pour les voitures de service particularisé, ou du certificat de capacité ou des deux pour une période d'un mois.

La récidive à une infraction de 3e catégorie, dans un délai d'un an, entraîne, une première fois, le retrait de la licence ou de l'autorisation d'exploiter une voiture de service particularisé ou du certificat de capacité ou des deux pour une période de trois mois et, la seconde fois, le retrait définitif de la licence ou de l'autorisation d'exploiter une voiture de service particularisé ou du certificat de capacité ou des deux.

Le retrait définitif de toutes les licences accordées au titulaire d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi ou d'entrepreneur de voiture de remise entraîne "ipso facto" le retrait de cette autorisation.

Selon la nature et les circonstances d'exécution de la faute, la sanction concerne l'entrepreneur ou le chauffeur ou les deux solidairement.

La commission propose le retrait définitif de la licence, de l'autorisation ou du certificat de capacité ou des deux à la fois pour des fautes constitutives de crimes ou de délits, lorsqu'elles sont directement liées à l'activité d'entrepreneur de taxi, d'entrepreneur de voiture de service particularisé ou de voiture de remise.

## TITRE CINQUIÈME — MESURES DIVERSES

### Art. 50. — *Consommation d'alcool*

La consommation de boissons alcoolisées et semi-alcoolisées est prohibée dans tous les taxis et les voitures de service particularisé.

La mention de ces interdictions doit être portée clairement à l'attention de l'usager dans les véhicules.

### Art. 51. — *Visite médicale*

Les candidats aux certificats de capacité à la conduite des taxis, des voitures de remise ou des voitures de service particularisé, ainsi que les conducteurs titulaires d'un de ces certificats, sont soumis aux visites médicales, périodiques et occasionnelles, prévues à l'article 136 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière.

En cas d'infirmité affectant les réflexes, la vue, le système auditif et les membres inférieurs ou supérieurs, le certificat de capacité peut être retiré définitivement par le Président du gouvernement, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission médicale prévue à l'article 136 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985.

Il peut être également retiré en cas de non présentation à la visite médicale, après deux convocations reçues.

La reprise de l'activité du conducteur qui a été reconnu provisoirement inapte à la conduite, est subordonnée à un contrôle médical.

### Art. 52. — *Assurances*

La délivrance de l'autorisation de mise en circulation des taxis, des voitures de service particularisé et des voitures de remise par

le service chargé des transports terrestres est subordonnée à la présentation d'un contrat d'assurance, conclu auprès d'une compagnie d'assurance disposant d'une agence sur le territoire.

Le contrat doit être conclu pour une durée au moins égale à six mois, il doit couvrir le transport onéreux de passagers, ainsi que, pour les voitures de service particularisé, le transport onéreux des marchandises, et couvrir la responsabilité civile du propriétaire du véhicule et du chauffeur, ainsi que la réparation des dommages corporels et matériels des personnes transportées.

Un contrat en cours de validité doit être présenté à chaque visite technique.

### Art. 53. — *Contrôle technique*

Tous les véhicules concernés aux dispositions de la présente délibération sont soumis aux dispositions des articles 145 et 147 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière relatifs à l'autorisation de mise en circulation et aux visites administratives des véhicules automobiles affectés au transport de personnes et de marchandises.

Tout véhicule ayant été gravement endommagé par suite d'un accident devra être présenté à la visite administrative technique avant sa remise en service.

### Art. 54. — *Équipement et communication*

Les taxis et les voitures de remise peuvent s'équiper d'un matériel de communication destiné à améliorer le service rendu à la clientèle et comprenant des postes d'émission réception installés sur les véhicules et des stations fixes.

## TITRE SIXIÈME — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 55. — Les entrepreneurs de taxi, titulaires de la licence exigée par les textes antérieurs, doivent, dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente délibération, demander à la commission consultative paritaire la délivrance des nouveaux documents permettant l'exercice de leur activité.

Ceux-ci ne peuvent leur être refusés, s'ils étaient en situation régulière au regard des textes antérieurs et s'ils exercent leur activité à l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Art. 56. — Par dérogation aux dispositions des articles 22 et 36 ci-dessus, les entrepreneurs de voitures de service particularisé et de voitures de remise, qui exercent leur activité à l'entrée en vigueur de la présente délibération, sont autorisés à poursuivre leur activité, jusqu'à la première réunion de la commission consultative paritaire ayant pour objet l'examen des autorisations nécessaires à l'exercice de ces deux activités.

Les entrepreneurs de voitures de remise peuvent soumettre à la commission une demande de licence pour un véhicule ne remplissant pas toutes les conditions prévues à l'article 17 ci-dessus, sous réserve de justifier qu'il était affecté à cette activité au moins un an à l'entrée en vigueur du présent texte et de s'engager à le remplacer par un véhicule remplissant toutes ces conditions dans un délai d'un an. Le non respect de cette dernière obligation entraîne le retrait de la licence.

A titre transitoire et par dérogation aux dispositions des articles 5, 21 et 34 ci-dessus, la conduite des taxis, des voitures de remise et des voitures de service particularisé par des conducteurs non titulaires du certificat de capacité est autorisée jusqu'à la première réunion de la commission consultative paritaire ayant pour objet l'examen des certificats de capacité.

Art. 57.— Les certificats de capacité délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente délibération demeurent valables.

Art. 58.— Les infractions à la présente délibération sont constatées par voie de procès-verbal par les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation routière.

Art. 59.— Sous réserve des dispositions prévues aux articles 55 et 56, quiconque exerce une des activités couvertes par la présente délibération sans disposer des autorisations ou des licences nécessaires sera puni des peines correspondant à la 5e classe de contravention.

Art. 60.— Par arrêté en conseil des ministres, il peut être créé des sous-commissions consultatives paritaires, dans les archipels autres que celui des îles du Vent.

Cet arrêté précise la composition et les modalités de fonctionnement de ces sous-commissions.

Art. 61.— Les conditions d'exécution de la présente délibération sont précisées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 62.— Les dispositions de la délibération n° 88-109 AT du 4 août 1988 sont abrogées.

Art. 63.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHERSON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

# **DELIBERATION n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, et notamment son article 50 ;

Dans sa séance du 25 octobre 1990,

Adopte :

Article 1er.— La session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale est ouverte à compter du mardi 30 octobre 1990.

Art. 2.— Le Président du gouvernement du territoire et le président de l'assemblée territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le 1er secrétaire empêché :

*Le 2e secrétaire,*  
Maurice RURUA.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

## **ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES**

## **PRESIDENCE**

**ARRETE n° 1149 CM du 29 octobre 1990 portant modification du quota de véhicules fixé par l'arrêté n° 505 CM du 7 mai 1990 dans le cadre de l'application du programme annuel d'importation du territoire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 86-283 C.E.E. du 30 juin 1986 du conseil des communautés européennes relative à l'association des pays et

territoires d'outre-mer à la communauté économique européenne ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 504 CM du 7 mai 1990 fixant le cadre du programme annuel d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 7 mai 1990 déterminant le montant d'allocation de devises nécessaires à l'application du programme d'importation de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 3 octobre 1990,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 505 CM du 7 mai 1990 est modifié comme suit :

"- Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes ou des marchandises relevant des tarifs 87-02, 87-03 et 87-04 (à l'exclusion des autocars des codifications 87.02.10.10 et 87.02.90.10 contingentés selon nécessité) :

- dont la marque n'est pas originaire de la zone d'échanges libérés ..... 1.250 unités
- dont la marque est originaire de la zone d'échanges libérés ..... 115 unités."

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 octobre 1990,  
Alexandre LEONTIEFF.

**AVENANT n° 1 du 29 octobre 1990, enregistré sous le n° 90-1329, à la convention n° 88-894 du 18 août 1988 relative au transport, au stockage et à la distribution des hydrocarbures dans les îles (publiée au J.O.P.F. du 1er septembre 1988, page 1608).**

Art. 3 (nouveau).— *Avant-projets et autorisations*

Cet article annule et remplace l'article 3 de la convention n° 88-894.

S.T.D.I. remettra au territoire, les dossiers des avant-projets relatifs à l'aménagement des sept dépôts au plus tard 1 mois après notification du présent avenant.

Ces dossiers seront soumis à la procédure réglementaire en matière d'autorisation d'ouverture d'installation classée.

A l'issue de cette procédure, le territoire donnera à bail les terrains comme il est dit à l'article 3 bis ci-dessous.

Art. 3 bis.— *Promesse de bail des terrains*

Après éventuellement l'acquisition par le territoire des terrains et servitudes nécessaires et l'exécution de tous travaux prévus à l'article 1er, paragraphe 3 ci-dessus, le tout à l'initiative et aux frais du territoire sans recours contre S.T.D.I., le territoire, ainsi qu'il s'y engage dès à présent, donnera à bail, à S.T.D.I., les terrains destinés à recevoir les dépôts à créer.

Les baux à passer à cet effet, conclus pour le temps restant à courir sur la durée de la présente convention, seront passés ponctuellement, en application des modalités administratives en vigueur. Ils seront régularisés selon les étapes suivantes :

1 - Pour Moorea, Rangiroa, Bora Bora avant la fin du 3e mois qui suit la parution des conclusions favorables des enquêtes préalables réglementaires.

2 - Pour Nuku Hiva, Hiva Oa avant la fin du 8e mois qui suit la parution des conclusions favorables des enquêtes préalables réglementaires.

3 - Pour Tubuai et Raiatea avant la fin du 14e mois qui suit la parution des conclusions favorables des enquêtes préalables réglementaires.

Pour le cas où la maîtrise foncière des terrains énumérés ci-dessus ne pourrait être acquise, l'ordre d'attribution des terrains pourra être modifié d'accord parties par lettre du ministre chargé de l'énergie.

L'entretien des dépôts, terrains et installations portuaires sera à la charge de S.T.D.I. Le loyer de chacun de ces baux sera payable annuellement et d'avance.

Art. 12 (nouveau).— *Durée de la convention*

Cet article annule et remplace l'article 12 de la convention n° 88-894.

Sous réserve des autres délais qui y sont stipulés, notamment en matière de mise à disposition des terrains et infrastructures maritimes, la présente convention est conclue pour une durée de dix sept ans (quinze ans d'exploitation plus deux ans de construction) à compter de la date de notification du présent avenant.

Fait à Papeete en dix originaux, le 29 octobre 1990.

*Le Président du gouvernement du territoire,*  
Alexandre LEONTIEFF.

Pour S.T.T.H. :

*Le président-directeur général,*  
D. BOUCHE.

Pour S.P.D.H. :

*Le directeur général,*  
A. MOUX.

Pour S.T.D.I. :

*Les gérants,*  
D. BOUCHE. G. SIU.

Pour le service Mobil S.A. :

*Le directeur général,*  
G. SIU.

Pour Tahiti Pétroles :

*Le directeur général,*  
D. BOUCHE.

Par arrêté n° 1144 CM du 29 octobre 1990.— L'aide financière suivante est accordée à la S.A.R.L. Menuiserie-ébénisterie du Tahara'a pour la relance de son activité :

— une avance sans intérêt au titre de l'article 5.8 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 23 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988 modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988, de 18.000.000 F CFP.

Cette avance est remboursable en 24 mois après un différé de 12 mois.

L'octroi de l'aide financière susvisée est assujéti aux conditions suivantes :

- augmentation du capital social de 10 millions de F CFP ;
- obtention d'un accord d'échelonnement de paiement des cotisations sociales dues à la Caisse de prévoyance sociale ;
- confirmation écrite par son banquier de l'exigence du remboursement mensuel de l'encours de l'avance en compte courant.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité, dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée à la bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers et par la convention qui sera établie entre le territoire et la bénéficiaire.

Par arrêté n° 1145 CM du 29 octobre 1990. — L'aide financière suivante est accordée à la S.A.R.L. La Savate pour la relance de son activité de production de savates :

— une avance sans intérêt au titre de l'article 5.8 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 23 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988 modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988, de 4.000.000 F CFP.

Cette avance est remboursable en 24 mois après un différé de 12 mois.

L'octroi de l'aide financière susvisée est assujéti à l'augmentation de son capital de 4.600.000 F CFP.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité, dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée à la bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers et par la convention qui sera établie entre le territoire et la bénéficiaire.

Par arrêté n° 1146 CM du 29 octobre 1990. — L'aide financière suivante est accordée à M. Adolphe Panie pour la création de son atelier de confection et de réparation d'articles d'ameublement :

— une aide spécifique sous forme de subvention au titre de l'article 6.5 de la délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 et de l'article 9 de l'arrêté n° 312 CM du 25 mars 1988 modifié par l'arrêté n° 1213 CM du 7 novembre 1988, de 350.000 F CFP.

L'octroi de l'aide financière susvisée est assujéti à l'obtention préalable par M. Adolphe Panie d'une autorisation d'exploitation délivrée par le syndic du lotissement.

La dépense correspondante est imputable à l'opération 5-90 du programme d'actions 1990 de la section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité, dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

La somme sera versée au bénéficiaire dans les conditions prévues par les textes régissant le Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers et par la convention qui sera établie entre le territoire et le bénéficiaire.

Par arrêté n° 609 PR du 29 octobre 1990. — M. François Nanai, ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation et de la fonction publique, pendant l'absence de M. Raymond Van Bastolaer, du 21 au 31 octobre 1990.

Par arrêté n° 613 PR du 29 octobre 1990. — M. Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du budget, du plan et de l'aménagement du territoire durant l'absence de M. Louis Savoie du 29 octobre au 2 novembre 1990 inclus.

Par arrêté n° 614 PR du 30 octobre 1990. — M. Jacqui Drollet, ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports, du 30 octobre au 15 novembre 1990.

Par arrêté n° 1177 CM du 31 octobre 1990. — Est rendue exécutoire la délibération n° 11-90 du 17 septembre 1990 du conseil d'administration de l'Institut territorial de la statistique, modifiant le budget de l'Institut territorial de la statistique - exercice 1990.

L'arrêté n° 1118 CM du 19 octobre 1990 rendant exécutoire la délibération n° 11-89 du 17 octobre 1989, approuvant le projet de budget de l'Institut territorial de la statistique, pour l'exercice 1990, est abrogé.

Par arrêté n° 622 PR du 31 octobre 1990. — Sont désignés en qualité de correspondants du contrôle des dépenses engagées :

*Au titre du ministère de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications,*

Service de la navigation et des affaires maritimes : M. Bernard Leconte, suppléant Mme Bianca Devendeville (on remplacement de MM. Yves Baylet et Marc Petit).

*Au titre du ministère de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale,*

Cabinet : Mlle Liliane Loussan.

La désignation des correspondants du contrôle des dépenses engagées au titre du ministère du budget, du plan et de l'aménagement du territoire - service des finances et de la comptabilité - est suspendue en ce qui concerne les dépenses de rémunération et accessoires à compter de la date du 23 octobre 1990.

Les correspondants du contrôle des dépenses engagées s'assurent de l'exactitude de l'imputation budgétaire de la dépense à engager et reportent sur la pièce correspondante, dans le cadre du timbre "Visé par délégation du contrôleur général", le numéro d'engagement délivré par le contrôle informatique ou celui de l'autorisation d'engagement délivrée par le service des finances et de la comptabilité en ce qui concerne les dépenses sur le budget d'investissement du territoire.

En aucun cas, ils ne peuvent apposer leur visa en l'absence de ce numéro d'engagement.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,  
DU TOURISME ET DES SPORTS**

Par arrêté n° 608 PR du 29 octobre 1990.— La Compagnie de développement maritime des Tuamotu (Codémat), au titre d'affrètement de l'Aauranui 2, appartenant à la Société de transports maritimes des Tuamotu (S.T.M.T.), est autorisée, jusqu'à nouvel ordre, et à compter du 24 octobre 1990, à desservir les îles fixées au cahier des charges n° 1/84 de ce navire ainsi que celles ayant fait l'objet des arrêtés :

- n° 432 PR du 7 août 1990 : Tatakoto, Pukarua, Reao, Nakutavake, Vairaatea, Vahitahi, Pinaki, Akiaki ;
- n° 533 PR du 27 septembre 1990 : Hao, Amanu.

La Codémat, exploitant le navire Aauranui 2, est en outre autorisée à desservir les îles de Fangatau et Fakahina des Tuamotu du Nord-Est.

Un arrêté postérieur fixera les modifications ou les limitations aux dispositions du présent arrêté.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE  
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

**ARRETE n° 1150 CM du 30 octobre 1990 fixant les modalités de transfert des huîtres nacrées de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1990 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 83-65 du 31 mars 1983 portant création en Polynésie française d'un service de la mer et de l'aquaculture ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par scaphandre dans le territoire ;

Vu la délibération n° 50-1958 du 17 juin 1958 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par scaphandre dans le territoire ;

Vu la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu (modifiée) ;

Vu la délibération n° 62-34 du 17 mai 1962 réglementant l'élevage des huîtres comestibles en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1347 CM du 10 novembre 1986 fixant les modalités de transferts des huîtres nacrées de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1348 CM du 10 novembre 1986 autorisant les transferts d'huîtres nacrées de l'atoll de Takaroa vers d'autres atolls de Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 octobre 1990,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté fixe les modalités de transfert des huîtres nacrées de l'espèce : "Pinctada margaritifera" plongées, collectées, élevées ou greffées en Polynésie française.

Art. 2.— Le transfert de toute huître nacrée est soumis à autorisation préalable du ministre chargé de la mer sur demande à retirer auprès du service chargé de la mer.

Art. 3.— L'autorisation de transfert de nacrées doit être visée, au moment de la réalisation, par le maire de la commune de départ ou son représentant et, à l'arrivée, par le maire de la commune de destination ou son représentant.

Art. 4.— Le bénéficiaire de tout transfert doit adresser une déclaration de résultats au service chargé de la mer, au plus tard dans les 6 mois de la réalisation du transfert. La déclaration qui doit notamment faire apparaître toute précision sur les mortalités constatées après le transfert est remplie selon le modèle disponible auprès du service chargé de la mer.

Aucune nouvelle autorisation de transfert ne sera délivrée en l'absence de déclaration de résultats relative à une opération précédente.

Art. 5.— Tout transfert de nacrées vivantes à l'extérieur de la Polynésie française est formellement interdit. Toute importation d'huîtres nacrées vivantes est interdite.

Art. 6.— Les interdictions de transfert mentionnées à l'article 5 peuvent être levées, pour des programmes scientifiques, par le ministre chargé de la mer après avis du ministre chargé de la recherche.

Art. 7.— Toute infraction au présent arrêté est sanctionnée par les peines prévues pour la Vème classe des contraventions.

Art. 8.— Les officiers et les agents de la police judiciaire ainsi que toute personne ayant qualité pour verbaliser ou spécialement commissionnée à cet effet conformément à la réglementation en vigueur, constatent les infractions aux dispositions du présent arrêté. Ils sont également habilités à saisir les huîtres nacrées transférées illégalement.

Art. 9.— Toute huître nacrée transférée illégalement fera l'objet après avis du chef du service chargé de la mer, soit d'une remise contre décharge au Centre des métiers de la nacre et de la perliculture ou au Centre des métiers d'art, soit d'une vente au



profit du territoire, soit d'une remise à l'eau. Si aucune remise ne peut être faite pour cause de maladie, l'huître nacrée sera détruite.

Art. 10.— L'arrêté n° 1347 CM du 10 novembre 1986 fixant les modalités de transferts des huîtres nacrées est abrogé.

Art. 11.— Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 octobre 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :  
*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et télécommunications,*  
Boris LEONTIEFF.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE n° 5199 MSE du 26 octobre 1990 portant délégation de signature du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique.**

Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 796 PR du 16 décembre 1987 et l'arrêté n° 523 PR du 4 juillet 1988 relatifs aux attributions du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 387 CM du 23 avril 1985 portant nomination de M. Richard Wong Fat, directeur de la santé publique ;

Vu l'arrêté n° 7242 MSE du 6 décembre 1989 portant délégation de signature du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Le docteur Richard Wong Fat, directeur de la santé publique, reçoit délégation de signature du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique pour les actes individuels et les correspondances courantes concernant les affaires suivantes relevant du service de la santé publique :

- correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- admissions au centre d'accueil des personnes âgées de Taravao (conjointement avec le ministre chargé des affaires sociales) ;
- admissions dans les formations hospitalières autres que le Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) ;
- évacuations sanitaires des fonctionnaires et des titulaires d'une pension publique de retraite ;
- autres évacuations sanitaires (conjointement avec le ministre chargé des affaires sociales pour celles concernant les ayants droit du territoire) ;
- exercice du contrôle sanitaire aux frontières ;
- délivrance des certificats de vaccination ;
- autorisations d'exercer la médecine en temps d'épidémie ou à titre de remplaçants ;
- examens et scolarité des élèves de l'école territoriale d'infirmiers(ères) et de l'école de formation de sages-femmes ;
- autorisation de transfert des restes mortels, sous réserve des délégations de signature qui seront consenties, le cas échéant, aux administrateurs des circonscriptions territoriales.

Pour l'application de cet article et des suivants, ne sont pas compris dans les correspondances courantes les courriers destinés :

- aux élus ;
- aux administrations centrales ;
- au haut-commissaire de la République.

Art. 2.— Par ailleurs, le docteur Richard Wong Fat, directeur de la santé publique, reçoit délégation de signature pour les actes suivants relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité, sous réserve, le cas échéant, des délégations accordées aux administrateurs de circonscriptions territoriales et au directeur du Centre hospitalier territorial :

- avancement d'échelon pour les agents des catégories 4 à 2 ;
- congés de toute nature, à l'exception de ceux des cadres remplissant des fonctions de direction d'un service, d'un bureau ou d'une unité fonctionnelle spécifique ;
- notation du personnel à l'exception des agents de 1re catégorie ;
- suspension de fonctions inférieure à un an ;
- en matière de sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- mutations à l'intérieur du service et entre le service et le Centre hospitalier territorial, sauf pour les fonctionnaires du cadre A et les agents contractuels de 1re catégorie ;
- documents réglementaires relatifs aux heures supplémentaires.

Art. 3.— Dans le domaine de la gestion financière des crédits alloués au service de la santé publique, le docteur Richard Wong Fat reçoit délégation de signature pour :

- le remboursement des frais et états indemnitaires ;
- les ordres de déplacements à l'intérieur du territoire pour une durée inférieure à huit jours, sous réserve, le cas échéant, des délégations accordées aux administrateurs des circonscriptions territoriales ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses ;
- les marchés dont le montant n'excède pas *huit millions de francs*.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement du docteur Richard Wong Fat, les délégations citées à l'article 1er sont exercées par le docteur André Renaut et, en cas d'absence ou d'empêchement simultané des docteurs Richard Wong Fat et André Renaut, par le docteur François Laudon.

Art. 5.— Les correspondances courantes adressées par le service d'hygiène et de salubrité publique aux usagers du service et aux administrations dans le cadre de la réglementation existante dans ce domaine peuvent être signées, en outre, par le docteur Pierre Delebecque, chef du service d'hygiène et de salubrité publique.

Ces correspondances concernent :

- l'application du règlement sanitaire international ;
- la lutte antivectorielle ;
- l'hygiène funéraire ;
- l'hygiène de l'environnement ;
- l'hygiène alimentaire ;
- l'hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure et instituts de beauté.

Art. 6.— En matière de gestion du personnel :

- En cas d'absence ou d'empêchement du docteur Richard Wong Fat, les délégations visées à l'article 2 sont exercées par Mlle Geneviève Cazes ;
- En outre, Mlle Geneviève Cazes reçoit délégation de signature pour les actes suivants :
  - gestion courante du personnel,
  - actes individuels et correspondances courantes,
  - ordres de déplacement de moins de huit jours et réquisition de transport,
  - congés de toute nature.
- En cas d'absence de Mlle Cazes, Mlles Tatiana Bordes et Nicole Chartiez reçoivent délégation de signature en matière de congés de toute nature.

Art. 7.— Dans le domaine de la gestion financière :

1°) Les actes visés à l'article 3, à l'exception des marchés dont le montant n'excède pas *huit millions de francs*, peuvent être, en outre, signés par M. Raoul Salmon et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par M. Timi Wong Yut.

2°) Les opérations d'engagement, de certification du service fait et de liquidation des dépenses sont exercées, en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- le docteur Dominique Marghem, chef de la circonscription médicale des îles Sous-le-Vent ;

- le docteur Domarchi, chef de la circonscription médicale des Marquises Nord, et par M. Constant Taca, gestionnaire de la circonscription médicale des Marquises Nord ;
- le docteur Marc Henry, chef de la circonscription médicale des îles Australes, et par M. Théophile Katupa, gestionnaire de la circonscription médicale des îles Australes ;
- M. Henri Billaut, chef du service pharmaceutique ;
- Mme Juliette Mare, chef de la section fonctionnement du bureau administratif de la direction de la santé publique.

3°) Les opérations d'engagement et la certification du service fait sont exercées également, dans la limite de leurs attributions, par :

- le docteur Michel Delamare, chef de l'hôpital Vaïami, et Mme Solange Montillier, gestionnaire de l'hôpital Vaïami ;
- le docteur Pierre Delebecque, chef du service d'hygiène et de salubrité publique ;
- le docteur Daniel Dumont, chef du service d'hygiène scolaire ;
- le docteur Patrick Howell, chef du service d'hygiène dentaire ;
- le docteur Claude Cluzeau, chef du centre de transfusion sanguine ;
- le docteur Mareva Tourneux, chef du service de protection maternelle ;
- le docteur Jules Ienfa, chef du service de protection infantile ;
- le docteur Philippe Nadaud, chef du service de pédo-psychiatrie ;
- le docteur Jacques Raynal, chef de la circonscription médicale Tahiti Nui ;
- le docteur Jean-Marie Sabot, chef de la circonscription médicale de Moorea-Maïao ;
- le docteur Thierry Bourdat, chef de la circonscription médicale des Marquises Sud ;
- le docteur Bernard Ruche, chef de la circonscription médicale de Tahiti Iti ;
- le docteur Pierre Perich, chef de la circonscription médicale des Tuamotu-Gambier ;
- Mme Françoise Sabre, directrice de l'école territoriale d'infirmiers(ères) et, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, M. Daniel Ponia ;
- Mme Diana Lahanier, chef du service d'éducation pour la santé.

Art. 8.— MM. Sabot Jean-Marie, Bourdat Thierry, Ruche Bernard et Perich Pierre reçoivent, en outre, chacun en ce qui concerne sa circonscription médicale, délégation de signature en matière :

- d'admissions dans les formations hospitalières ;
- d'exercice du contrôle sanitaire aux frontières ;
- de délivrance des certificats de vaccination ;
- d'autorisation de transfert des restes mortels, sous réserve des délégations de signature qui seront consenties, le cas échéant, aux administrateurs des circonscriptions territoriales.

M. Delamare reçoit délégation de signature en matière d'admission à l'hôpital de Vaïami.

Art. 9.— Pour ce qui concerne les évacuations sanitaires à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, Mme Dorothée Lichte, agent CC2 au bureau des évacuations sanitaires de la direction de la santé publique, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-

ci, M. Raoul Salmon, ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, M. Wong Yut, reçoit, en outre, délégation de signature pour les réquisitions des moyens de transport à mettre en œuvre.

Pour ce qui concerne la signature des documents relatifs à la réquisition de tout moyen de transport spécial nécessaire à la mise en œuvre des évacuations sanitaires urgentes, délégation de signature est en outre accordée, en cas d'absence de Mme Lichtle, de M. Salmon ou de M. Wong Yut, à :

— M. Fabrice Jeannette, médecin-chef du service des urgences de l'hôpital de Mamao, et M. Vincent Simon, médecin adjoint au chef du service des urgences de l'hôpital de Mamao.

Art. 10.— L'arrêté n° 7242 MSE du 6 décembre 1989 portant délégation de signature du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est abrogé.

Art. 11.— Le directeur de la santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 octobre 1990.  
Jacqui DROLLET.

---

**ARRETE n° 620 PR du 30 octobre 1990 désignant le vétérinaire chargé du contrôle de l'application des dispositions relatives à la pharmacie vétérinaire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur proposition du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1990 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 526 I.ADM du 3 février 1975 modifié portant réorganisation du service territorial de la santé publique en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-114 AT du 12 octobre 1989 relative à la pharmacie vétérinaire,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 15 de la délibération n° 89-114 AT du 12 octobre 1989 susvisée, M. Xavier Deporte, vétérinaire au service de l'hygiène et de la salubrité publique, est habilité à constater les infractions à la réglementation concernant

la pharmacie vétérinaire. A cet effet, l'agent prêterait serment devant le tribunal de première instance de Papeete.

Art. 2.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 octobre 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :  
*Le ministre de la santé, de l'environnement  
et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

---

**ARRETE n° 1180 CM du 31 octobre 1990 modifiant l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" (hôpital Mamao) ;

Vu la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent, et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial, modifié par l'arrêté n° 201 CM du 13 février 1990, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté n° 1312 CM du 8 décembre 1988 fixant le fonctionnement de l'école de sages-femmes de la Polynésie française, et notamment son article 3 ;

Vu l'article n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 octobre 1990,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier ter-

ritorial, modifié par l'arrêté n° 201 CM du 13 février 1990, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 3 (nouveau).— Le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial est composé de 21 membres ayant voix délibérative. Il est présidé par le ministre chargé de la santé, et comprend en outre les membres suivants :

#### I - Membres ayant voix délibérative

##### I.1 - Représentation de l'établissement (7 sièges) :

- Le président et deux membres de la commission médicale d'établissement, élus par celle-ci ;
- Deux représentants du personnel de l'établissement, élus au scrutin uninominal à un tour ;
- Une personnalité représentative des usagers, désignée par le ministre de la santé ;
- Un médecin de pratique libérale, n'exerçant pas dans un établissement d'hospitalisation privé, désigné par le conseil de l'ordre des médecins (section locale).

##### I.2 - Représentation des organismes tiers-payants (13 sièges) :

###### I.2.1 - Régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés (7 sièges) :

Les sept administrateurs nommés à ce titre sont désignés par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale.

###### I.2.2 - Ayants droit du territoire et R.P.S.M.R. (4 sièges) :

- Le président du comité consultatif du régime des prestations sociales en milieu rural ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité ;
- Le directeur de la santé publique ;
- Le président de la commission de l'assemblée territoriale chargée des affaires sanitaires.

###### I.2.3 - Aide médicale de solidarité (2 sièges) :

- Deux représentants de l'organisme gestionnaire de l'aide médicale de solidarité, définie à l'article 7 de la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990.

Dans l'attente de la mise en place effective de ce régime, sont désignés à ce titre :

- Le chef du service des affaires sociales ;
- Un maire désigné par le haut-commissaire, sur proposition du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation. Jusqu'à la désignation de l'intéressé, le siège est attribué au maire de la commune de Papeete.

Un membre suppléant est nommé pour chaque membre élu ou désigné, et ne peut siéger qu'en remplacement de ce dernier.

#### II - Membres ayant voix consultative (pour mémoire)

Assistent en outre au conseil d'administration du Centre hospitalier territorial, avec voix consultative :

- le directeur de l'établissement ;
- le coordonnateur des services médico-techniques ;
- l'agent comptable ;
- la surveillante générale."

Art. 2.— Les autres dispositions de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié demeurent inchangées.

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 1312 CM du 8 décembre 1988 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 octobre 1990.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Georges KELLY.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la santé, de l'environnement  
et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

**ARRETE n° 1181 CM du 31 octobre 1990 modifiant l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu la délibération n° 85-1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 octobre 1990,

Arrête :

Article 1er.— L'article 6 de l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement

onnement est remplacé par un article 6 nouveau, rédigé ainsi qu'il suit :

*Art. 6.— Organisation*

"La délégation à l'environnement comprend :

- le bureau du délégué à l'environnement, responsable de l'activité et de l'intervention coordonnée des sections spécialisées de la délégation et de la coordination avec les organismes extérieurs ;
- une section installations classées et prévention des pollutions ;
- une section étude et gestion de l'environnement ;
- une section juridique ;
- une section communication et information ;
- un secrétariat administratif.

En tant que de besoin, des notes de service préciseront l'organisation de ces sections et d'autres sections spécialisées pourront être créées.

Au titre de chef de service, le délégué à l'environnement :

- assure la gestion financière et administrative de la délégation à l'environnement ;
- a autorité sur le personnel de la délégation à l'environnement agissant dans le cadre des sections spécialisées.

Le délégué à l'environnement ou son représentant, membre, assure de plus, à titre officiel, la représentation de la délégation dans les structures suivantes :

- commission des installations classées ;
- commission des sites et monuments naturels ;
- comité de gestion du F.S.I.E. ;
- comité consultatif du parc naturel territorial Te Faaïti ;
- comité de surveillance des espèces animales marines et d'eau douce ;
- commission consultative d'attribution des aides destinées à l'assainissement des élevages de porcs ;
- commission consultative de l'occupation du domaine public maritime ;
- réunions du comité de l'aménagement du territoire ;
- autres commissions et structures où sa participation est prévue."

Art. 2.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 octobre 1990.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Georges KELLY.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la santé, de l'environnement  
et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 1151 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 1/ITRM/90 portant approbation du rapport d'activité du directeur de l'Institut Louis Malardé pour 1989, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1152 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 2/ITRM/90 portant approbation du compte financier de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé pour l'exercice 1989 au titre de son activité principale, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1153 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 3/ITRM/90 portant approbation du compte financier de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé pour l'exercice 1989 au titre de son activité annexe, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1154 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 4/ITRM/90 portant affectation des résultats des comptes de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé pour l'année 1989, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1155 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 5/ITRM/90 portant acceptation d'un don en numéraire par le Rotary Club de Papeete, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1156 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 6/ITRM/90 portant admission en non valeur de créances irrécouvrables, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1157 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 7/ITRM/90 portant attribution d'une subvention à l'Association du personnel de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé (A.P.I.M.) au titre de l'exercice 1990, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1158 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 8/ITRM/90 portant approbation du budget modifié de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé pour l'exercice 1990 (activité principale), adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1159 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 9/ITRM/90 portant approbation du budget modifié de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé pour l'exercice 1990 (activité annexe), adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1160 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 10/ITRM/90 portant le projet de

convention relatif aux relations entre l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé et l'Université de Montpellier II (Laboratoire de chimie organique physique), adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1161 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 11/ITRM/90 autorisant l'ordonnateur du budget de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé à faire exception à la règle de prescription quadriennale des dettes de l'établissement, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1162 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 12/ITRM/90 portant décharge de responsabilité du régisseur d'avances à l'occasion d'un vol, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1163 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 13/ITRM/90 portant acceptation d'un don en matériel par la société Biomerieux, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1164 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 14/ITRM/90 portant acceptation d'un don en matériel par l'Institut Pasteur de Paris, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1165 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 15/ITRM/90 portant acceptation d'un don en matériel par l'Institut Pasteur de Paris, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1166 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 16/ITRM/90 habilitant le directeur de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé à accepter un avenant sur marché existant, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1167 CM du 30 octobre 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 17/ITRM/90 modifiant le seuil de prise en compte des opérations en capital, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis Malardé le 6 juillet 1990.

Par arrêté n° 1178 CM du 31 octobre 1990.— M. Jean-Michel Sionneau, ingénieur agronome et écologue, agent contractuel de 1<sup>re</sup> catégorie, 5<sup>e</sup> échelon, est nommé délégué à l'environnement pour compter du 7 novembre 1990.

L'arrêté n° 1223 CM du 16 novembre 1989 portant nomination du délégué à l'environnement par intérim est abrogé.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

Par arrêté n° 1170 CM du 30 octobre 1990.— Est accordée, au profit de M. Guy Terii Lai, aux clauses et conditions du cahier des charges-type, l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 4.000 m<sup>2</sup>, sis à Takapoto, commune de Takaroa, répartis comme suit :

- 2.000 m<sup>2</sup> (extension) au droit de la terre Verovero n° 210 au secteur 1, pour élevage de la nacre ;
- 2.000 m<sup>2</sup> (extension) au regard de la terre Tekopae PV n° 270 au secteur 2, pour l'exploitation d'une ferme perlière.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à *quatre vingt mille francs CP* (80.000 FCP).

Par arrêté n° 1171 CM du 30 octobre 1990.— Est accordée gratuitement, aux clauses et conditions du cahier des charges-type, au profit de Mme Pere Florina Bellais épouse Rehua, l'autorisation d'occupation temporaire de trois emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 150 m<sup>2</sup>, sis face au motu Katuku Temahuta au secteur 3, à Ahe, commune de Manihi, destinés à l'installation de trois stations de collectage de naissains de nacre de 50 x 1 m.

Par arrêté n° 1172 CM du 30 octobre 1990.— Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 272 CM du 26 février 1986 autorisant M. Augustin Moïse Reupena Mata à occuper 4 emplacements du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi sont modifiées comme suit :

### Au lieu de :

Est accordée gratuitement, aux clauses et conditions habituelles, au profit de M. Augustin Moïse Reupena Mata... l'autorisation d'occuper temporairement 4 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 400 m<sup>2</sup>, sis à Pahere à Ahe, commune de Manihi, destinés à l'installation de 4 stations de collectage de naissains de nacre.

### Lire :

Est accordée gratuitement, aux clauses et conditions du cahier des charges-type, au profit de M. Augustin Moïse Reupena Mata, l'autorisation d'occuper temporairement 4 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 400 m<sup>2</sup>, sis à Ahe, commune de Manihi, répartis comme suit :

- 2 stations de collectage de naissains de nacre au regard du motu "Taunoo" à environ 1.000 m du rivage ;
- 2 stations de collectage de naissains de nacre au regard du village, à 2.000 m de la barrière de corail.

Par arrêté n° 1173 CM du 30 octobre 1990.— L'article 2 de l'arrêté n° 788 CM du 13 juillet 1990 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime à Manihi au profit de M. Taaroa Faatupuarii Faara est complété comme suit, après commune de Manihi :

"au droit de l'îlot Maveka, au secteur 2"

*Le reste sans changement.*

**MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Par arrêté n° 623 PR du 31 octobre 1990.— Est autorisé le paiement de la somme de *vingt et un mille six cents francs CFP* (21.600 F CFP) au profit de la Caisse de prévoyance sociale, correspondant aux cotisations prélevées par le territoire sur les salaires de M. Laurent Tarahu pendant les périodes de septembre à décembre 1970, janvier à décembre 1971, mais non reversées à la Caisse de prévoyance sociale.

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,  
DES TRANSPORTS TERRESTRES  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

Par arrêté n° 5207 MUR du 26 octobre 1990.— M. Jean-Pierre Pugibet est autorisé à transformer une partie de son groupe d'habitations réalisé sur le lot 1 dépendant du partage de la propriété Pugibet sise à Punaauia, en un lotissement destiné à la vente.

Les trois lots mis en vente sont cadastrés n° 368, 369 et 370, section L, pour 466 m<sup>2</sup> et 1.682 m<sup>2</sup>.

Le contrat type de vente établi par Me Vanhaecke et le document d'arpentage n° 327, enregistrés au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) le 1er octobre 1990, sous le n° 90-05 H, sont approuvés.

**Communication au public**

Le présent arrêté et le dossier correspondant à annexer au dossier d'origine sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia,
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 612 PR du 29 octobre 1990.— Une prorogation de congé de seize jours à compter du 21 septembre 1990 est accordée à Me Marcel Lejeune, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Maître Marcel Lejeune, M. Dominique Calmet est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

**ARRETES DU PRESIDENT  
DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

**ARRETE n° 90-55 Prés./AT du 25 octobre 1990 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale.**

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 51 ;

Vu l'arrêté n° 90-52 Prés./AT du 11 octobre 1990 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, ouverte par arrêté n° 90-52 Prés./AT du 11 octobre 1990, est déclarée close le 25 octobre 1990 à 22 h 08.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 octobre 1990.  
Jean JUVENTIN.

# ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

INSTRUCTION MINISTERIELLE du 6 septembre 1990 relative à la recherche et à la répression de la pollution de la mer par les navires.

### Préambule

La recherche et la constatation des rejets illicites d'hydrocarbures et de substances nocives en mer, commises par les navires, est une mission de service public relevant des différentes administrations qui disposent de moyens d'intervention maritimes et aériens en mer ou exercent des missions de police dans les ports maritimes.

La convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires de 1973, telle que modifiée par le protocole de 1978, (MARPOL 73-78) ainsi que la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, modifiée par la loi n° 90-444 du 31 mai 1990 (*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 1990, p. 6495), définissant les sanctions pénales encourues par les auteurs de rejets polluants, constituent un arsenal juridique complet dont il convient de définir les modalités d'application.

L'objet de la présente instruction est de préciser le cadre de l'action des différentes administrations de l'Etat appelées à concourir aux missions de surveillance et de police de la pollution en mer.

L'attention des agents de l'Etat participant à ces missions est attirée sur l'importance de la transmission rapide des informations recueillies dès les premières observations.

Cette célérité est nécessaire tant pour diligenter les procédures judiciaires appropriées que pour, le cas échéant, organiser au plus tôt la lutte contre les pollutions marines.

A cet effet, la présente instruction confie aux centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) le soin de centraliser les informations recueillies, quelle que soit leur origine, et d'assurer, sous l'autorité du préfet maritime, la coordination des interventions de recherche et de constatation des infractions nécessaires pour engager des poursuites.

Dans les départements et territoires d'outre-mer les responsabilités dévolues au CROSS par la présente instruction sont exercées par l'organisme opérationnel désigné à cet effet par le délégué du Gouvernement après avis du commandant de zone maritime.

### 1. Fondements juridiques des interventions

#### 1.1. Textes en vigueur

La prévention de la pollution de la mer résultant de l'exploitation des navires est réglementée par la convention internationale faite à Londres le 2 novembre 1973 telle que modifiée par le protocole de 1978 relatif à ladite convention fait à Londres le 17 février 1978 (MARPOL 73-78).

Cette convention, ratifiée par la France, a été intégrée dans le droit interne et les règles applicables aux rejets d'hydrocarbures en mer sont définies dans l'annexe I, en vigueur depuis le 2 octobre 1983 ; celles applicables aux rejets de substances liquides nocives transportées en vrac, dans l'annexe II, en vigueur depuis le 6 avril 1987 ; l'annexe III relative aux substances nuisibles transportées sous emballage n'est pas encore en vigueur ; l'annexe V relative aux ordures des navires est en vigueur depuis le 31 décembre 1988.

Les amendements adoptés ultérieurement font partie intégrante de la convention.

La loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 modifiée par la loi n° 90-444 du 31 mai 1990 (*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 1990, p. 6495), réprime, en application de l'article 4 de la convention MARPOL, les violations de ladite convention en matière de rejet d'hydrocarbures et de substances nocives transportées en vrac. Ces sanctions sont également applicables en cas de pollution accidentelle lorsque les conditions d'exonération de responsabilité prévues par la convention ne sont pas remplies.

En outre, l'article 8 de cette loi sanctionne le capitaine du navire (ou le responsable de la plate-forme) qui, par « imprudence, négligence ou inobservation des lois et règlements », aura provoqué un accident entraînant une pollution dans l'ensemble des eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction française.

Le décret n° 78-272 du 9 mars 1978 relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer fixe notamment les responsabilités des préfets maritimes.

Le décret n° 79-413 du 25 mai 1979 relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer au large des départements et territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte fixe les compétences des délégués du Gouvernement et des commandants de zones maritimes.

Le décret n° 85-185 du 6 février 1985 porte réglementation du passage des navires étrangers dans les eaux territoriales françaises et le subordonne notamment au respect de l'environnement marin.

L'instruction du 8 janvier 1981 relative aux principes d'organisation régionale de l'Etat en mer fixe le cadre de la coordination régionale des administrations disposant de moyens d'action en mer.

L'instruction du 17 juillet 1984 précise les principes de l'organisation régionale de l'action de l'Etat en mer dans les départements et territoires d'outre-mer.

Le mémorandum d'entente sur le contrôle des navires par l'Etat du port, signé à Paris le 26 janvier 1982, prévoit la mise en place par chaque Etat partie de contrôles et d'inspections de navires dans les ports ainsi que d'un système d'information mutuelle qui porte tant sur les informations recueillies à l'occasion de ces contrôles que sur les éléments de preuves relatifs aux infractions à la convention MARPOL.

#### 1.2. Champ d'application

La loi de 1983 vise toutes les catégories de navires ainsi que les plates-formes assimilées à des navires, les engins portuaires, les chalandes ou les bateaux citernes fluviaux, à l'exception des navires ou engins maritimes et fluviaux d'Etat utilisés à des fins exclusivement gouvernementales et non commerciales.

#### 1.2.1. Les infractions

L'infraction est constituée par un rejet à la mer d'hydrocarbures ou de mélanges d'hydrocarbures (annexe I de MARPOL), de substances liquides nocives (annexe II) et des ordures des navires (annexe V). Sont en outre visés par la loi française les rejets accidentels si l'accident de mer provient de « l'imprudence, la négligence ou l'inobservation des lois et règlements ».

##### a) Hydrocarbures :

Il y a présomption d'infraction lorsque des « traces visibles d'hydrocarbures à proximité immédiate d'un navire ou de son sillage » sont découvertes.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, sauf si plusieurs conditions, énumérées aux articles 9 et 10 pour les navires et 21 pour les plates-formes, sont remplies. Il convient donc de recueillir le maximum d'éléments de preuve concernant l'existence d'hydrocarbure et le non-respect d'une des conditions imposées.

Une attention particulière doit être apportée à la source du rejet en ce qui concerne les pétroliers ou assimilés et les plates-formes de forage qui peuvent être à l'origine de rejets soumis à des règles différentes. L'annexe B (appendice I) de la présente instruction rappelle les éléments constitutifs de l'infraction. Ce tableau permettra aux agents habilités d'apprécier les faits qui pourront être qualifiés et réprimés sur le plan judiciaire.

Des exceptions aux règles 9 et 10 sont prévues par la règle 11 de l'annexe I de la convention MARPOL :

Un navire peut effectuer un rejet « pour assurer sa propre sécurité ou celle d'un autre navire ou pour sauver des vies humaines ».

Le rejet peut « provenir d'une avarie du navire ou de son équipement à condition que toutes les précautions raisonnables aient été prises après l'avarie pour empêcher ou réduire ce rejet et qu'il n'ait pas été commis avec l'intention de provoquer un dommage ».

L'agent n'évalue pas le caractère exonératoire de ces circonstances, mais les relève de façon précise.

##### b) Autres substances transportées en vrac :

Des conditions précises d'autorisation de rejets sont prévues par la convention MARPOL (règle 5 de l'annexe II). L'annexe B (appendice 2) de la présente instruction rappelle les éléments constitutifs de l'infraction.



Les exceptions prévues sont identiques à celles concernant les hydrocarbures (règle 6 de l'annexe II de la convention).

#### c) Ordures des navires :

Des conditions précises d'autorisation de rejets sont prévues par la convention MARPOL (règles 3, 4 et 5 de l'annexe V). La règle 6 de la même annexe prévoit quelques exceptions à ces règles.

#### d) Rapports sur les événements de mer :

La loi française prévoit également, en application des dispositions de la convention, la sanction des capitaines de navires ayant subi un événement de mer entraînant ou pouvant entraîner un rejet polluant et qui n'ont pas établi et transmis un rapport aux autorités. Les modalités d'application de cette disposition sont traitées par une instruction séparée.

### 1.2.2. Lieu de l'infraction

Les infractions définies par la convention MARPOL peuvent être constatées dans toutes les eaux maritimes (haute mer, zone économique, eaux territoriales, eaux intérieures) et en estuaire jusqu'à la limite de la navigation maritime.

La répression par les tribunaux français s'applique aux navires français en tous lieux et aux navires étrangers dans les eaux sous juridiction ou souveraineté française, y compris aux navires relevant d'Etats non parties de la convention.

Les infractions commises en haute mer par les navires battant pavillon d'un Etat étranger sont sanctionnées par l'Etat du pavillon : les informations ou les preuves relatives à l'infraction, qui auront été réunies, sont transmises par la voie diplomatique à l'Etat du pavillon qui peut engager des poursuites conformément à sa législation.

### 1.2.3. Les responsables

« Le capitaine du navire (ou le responsable de la plate-forme) français, ou étranger lorsque l'infraction est commise dans les eaux sous juridiction ou souveraineté française, est passible des peines prévues par la loi française ainsi que le propriétaire ou l'exploitant qui aura donné l'ordre de commettre l'infraction ».

Les responsables de la conduite des engins portuaires, chalands ou bateaux citernes fluviaux sont également visés par la loi.

### 1.2.4. Agents habilités

La liste des agents habilités à constater et à rechercher les infractions à la réglementation des rejets est définie par l'article 11 de la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983.

### 1.2.5. Tribunal compétent

Le tribunal compétent est soit celui du lieu de l'infraction, soit celui dans le ressort duquel le navire est attaché en douanes ou immatriculé s'il est français, soit celui dans le ressort duquel peut être trouvé le bâtiment s'il est étranger.

Lorsque l'infraction aura été commise par un navire étranger et constatée dans la zone économique, on retiendra la compétence du tribunal de grande instance de Paris.

## 2. Rôle des agents verbalisateurs

### 2.1. Premières observations

Dès les premières observations, le maximum d'information doit être rassemblé par l'agent ayant observé un rejet susceptible de constituer une infraction (identification, position route et vitesse du navire en cause, état de la mer et du vent, visibilité ainsi qu'une première évaluation de l'étendue du rejet).

### 2.2. Compte rendu de pollution

Sans préjudice des directives internes de chaque administration, les informations recueillies par l'agent sont transmises de façon normalisée (compte rendu de type POLREP, cf. modèle en annexe C) aux destinataires suivants :

Pour action : le CROSS concerné ;

Pour information :

Préfet maritime concerné (ou commandant de zone maritime outre-mer) ;

Procureur de la République compétent.

### 2.3. Recueil des éléments constitutifs de l'infraction

Dès la transmission du message POLREP l'agent ayant constaté le rejet s'attache à rassembler sans délai le maximum d'éléments de

preuve de l'infraction. La liste des éléments de preuve à rechercher est fixée par la résolution de l'Organisation maritime internationale n° A 542 (13) (cf. extrait en annexe D). Seront très utiles en particulier les photographies en couleur, les relevés des observations de télédétection, les échantillons prélevés dans la nappe ainsi que des estimations des quantités rejetées. L'agent ayant constaté le rejet peut entrer en contact avec le capitaine du navire pour lui demander des compléments d'information.

### 2.4. Constatation des infractions

Sur la base des éléments recueillis l'agent verbalisateur rédige avec le plus grand soin le procès-verbal de constatation en respectant notamment, sous peine de nullité, les prescriptions définies en annexe F.

Le procès-verbal ainsi établi est transmis au procureur de la République compétent (cf. paragraphe 1.2.5) dès le retour à terre de l'agent ayant constaté l'infraction. Une copie de ce procès-verbal est adressée :

- au chef du quartier des affaires maritimes concerné ;
- au chef du CROSS concerné ;
- au chef du service maritime concerné s'il s'agit d'engins portuaires, de chalands ou de bateaux-citernes fluviaux.

Les procès-verbaux d'infractions commises par les navires étrangers en haute mer sont adressés directement au CROSS, qui les transmet à la mission interministérielle de la mer. Cet organisme est chargé de les transmettre à l'Etat du pavillon par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères.

## 3. Responsabilités des différentes autorités

### 3.1. Le préfet maritime

Le préfet maritime, ou le délégué du Gouvernement outre-mer par l'intermédiaire du commandant de zone maritime, autorité de police administrative générale, responsable de la coordination en mer des administrations et de l'organisation de la lutte contre les pollutions marines, doit être tenu systématiquement informé des observations et des constats de rejets illicites ou polluants, qu'ils soient accidentels ou liés à l'exploitation des navires.

Cette information doit lui permettre d'apprécier l'ampleur et la fréquence de ces pollutions et de faire prendre les mesures pour les prévenir ou les réduire.

En particulier, en cas de pollution ou de menace de pollution très importante, le préfet maritime, ou le commandant de zone maritime outre-mer, juge de l'opportunité de prendre le commandement opérationnel des moyens engagés dans la lutte conformément aux dispositions des instructions interministérielles du 8 janvier 1981 et du 17 juillet 1984.

Enfin, au vu des informations qui lui sont transmises, il est seul habilité à ordonner l'inspection en mer et le déroutement des navires suspects.

### 3.2. Le préfet

A l'intérieur des limites administratives des ports, dans les fleuves, en amont des limites transversales de la mer, l'autorité compétente est le préfet du département ou le représentant du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.

### 3.3. Les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage

Les CROSS sont chargés de coordonner, en liaison avec le procureur de la République responsable de la direction de l'enquête, les interventions visant à faciliter la constatation et le recueil d'informations en vue de la répression des infractions relatives aux rejets d'hydrocarbures ou de substances nocives. A cette fin, ils doivent centraliser toutes informations relatives aux pollutions provoquées par les navires.

Les dispositions suivantes précisent les conditions d'exercice de cette responsabilité :

Dès réception du compte rendu POLREP, le CROSS :

- informe la mission interministérielle de la mer ;
- apprécie, en concertation avec le procureur de la République chargé de la direction de l'enquête, l'opportunité de procéder à des compléments d'investigation. A cet effet, et en fonction des directives reçues du procureur, il peut demander aux administrations concernées de poursuivre la mission engagée ou d'engager des moyens supplémentaires. Les administrations sollicitées restent juges de donner suite à cette demande compte tenu des contraintes de leurs missions propres.

Lorsque plusieurs administrations engagent des moyens dans une même opération de police de la pollution, le contrôle opérationnel de ces moyens est normalement assuré par le CROSS, à l'exception du contrôle de la sécurité aérienne.

Le CROSS tient le préfet maritime régulièrement informé de l'évolution de la situation.

3.3.2. Lorsque l'infraction aura été commise par un navire étranger dans les eaux territoriales, ou en tous lieux par un navire français, le CROSS pourra, sur instruction du préfet maritime ou du commandant de zone maritime outre-mer et en liaison avec le procureur de la République, faire procéder à l'inspection en mer du navire suspect (examen des documents de bord, prélèvement dans les soutes, etc.) et, si les circonstances le justifient, à son déroutement vers un port français afin de permettre au procureur de la République de prononcer, le cas échéant, l'immobilisation du navire ; lorsque l'infraction aura été commise par un navire étranger dans la zone économique, l'inspection en mer du navire ne pourra être effectuée qu'avec l'accord du capitaine.

3.3.3. En liaison avec le procureur de la République compétent, le CROSS est chargé de diligenter toute action administrative d'information utile à l'enquête. Il peut également, s'il le juge utile, demander, en utilisant la procédure de messagerie du système d'information du mémorandum de Paris sur le contrôle des navires par l'Etat du port, que des éléments complémentaires d'information soient recherchés dans les différents ports d'escales français ou étrangers.

3.3.4. Le CROSS retransmet les comptes rendus POLREP au ministère chargé de la mer (direction des ports et de la navigation maritimes) qui est chargé de tenir à jour les documents concernant les rejets en mer d'hydrocarbures et de substances nocives et de les transmettre aux autorités nationales et internationales compétentes.

#### 3.4. Les centres opérationnels des autres administrations

3.4.1. Tant qu'ils exercent le contrôle opérationnel de leurs moyens, les centres opérationnels des administrations concernées leur adressent leurs directives en conformité avec la présente instruction.

Ils en tiennent informé le CROSS.

3.4.2. Lorsque le CROSS a reçu délégation du contrôle opérationnel des moyens des administrations, il leur adresse directement leurs instructions.

Le CROSS en tient informés les centres opérationnels des administrations.

4. Le bilan des actions engagées en matière de répression de la pollution marine par les navires ainsi que les difficultés rencontrées dans l'exécution des missions sont examinés à l'occasion des réunions périodiques des administrations, prévues par les instructions du 8 janvier 1981 et du 17 juillet 1984.

5. L'instruction interministérielle du 13 avril 1976 relative à la détection et à la constatation de la pollution de la mer par les hydrocarbures est abrogée.

La présente instruction sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1990.

MICHEL ROCARD

## ANNEXE A

### RÉPRESSION

A titre indicatif, les pénalités applicables aux capitaines de navires français en tous lieux et aux capitaines de navires étrangers (quel que soit le pavillon) dans les eaux territoriales françaises sont :

ARTICLES DE LA LOI n° 83-583 modifiée par la loi n° 90-444	
A : amende de 100 000 F à 1 000 000 F et/ou emprisonnement de 3 mois à 2 ans (si récidive : la double).	Article 1 <sup>er</sup> (hydrocarbures) et article 4 bis (substances nocives).
B : amende de 30 000 F à 300 000 F et/ou emprisonnement de 15 jours à 1 an (si récidive : 60 000 F à 800 000 F et/ou 1 an à 2 ans).	Article 2 (hydrocarbures) et article 4 ter (substances nocives).
C : amende de 1 000 F à 15 000 F (si récidive : 2 000 F à 30 000 F et/ou 6 jours à 6 mois).	Article 4 (hydrocarbures) et article 5 bis (substances nocives).

Nota. - Dans la zone économique, les capitaines des navires étrangers ne sont passibles que des peines d'amendes énumérées ci-dessus (art. 7).

Des peines identiques sont prévues à l'encontre du propriétaire ou de l'exploitant du navire (art. 6 et 10).

## ANNEXE B

### INFRACTIONS

#### Appendice 1 : Hydrocarbures

#### Hors zone spéciale

TYPE de navire	JAUGE (Marpol)	NATURE du rejet et règle de Marpol	IL Y A INFRACTION SI	JAUGE (loi de 1983)	RÉPRESSION (A, B ou C)
NAVIRE CITERNE (pétroliers et navires transportant du pétrole)	Tout tonnage	9.1 a Rejet provenant en tout ou partie de la cargaison.	Rejet effectué à moins de 50 milles marins de la terre la plus proche ou Navire stoppé lors du rejet.....	< 150 t	B

TYPE de navire	JAUGE (Marpol)	NATURE du rejet et règle de Marpol	IL Y A INFRACTION SI	JAUGE (loi de 1983)	RÉPRESSION (A, B ou C)
			ou Taux de rejet > 60 litres/mille marin ou Quantité rejetée : navire neuf : - > 1/30 000 de la cargaison dont provient le résidu navire non neuf : - > 1/15 000 de la cargaison dont provient le résidu.....	> 150 t	A
		Rejet provenant des cales de la tranche des machines.	Rejet à moins de 12 milles marins de la terre la plus proche ou Navire stoppé lors du rejet ou Teneur de l'effluent en hydrocarbures : > 100 parts/million.....	< 150 t   > 150 t < 150 t > 150 t	B   A B A
		9.1 b Rejets provenant de ballast propre ou séparé. 9.4	Teneur en hydrocarbures, sans dilution, > 15 parts/million..		
NAVIRE NON CITERNE	< 400 t	9.2	Pas d'infraction. Recommandations de la convention.		
	> 400 t	9.1 b	Rejet à moins de 12 milles marins de la terre la plus proche ou Navire stoppé lors du rejet..... ou Teneur de l'effluent en hydrocarbures > 100 parts/million...	400-500 t   > 500 t	C nota 1 B nota 2 A
Nota 1 : Machine propulsive puissance installée < 150 kW. Nota 2 : Machine propulsive puissance installée > 150 kW.					

## Zone spéciale (mer Méditerranée pour la France)

TYPE de navire	JAUGE (Marpol)	RÈGLE	IL Y A INFRACTION SI	JAUGE (loi de 1983)	RÉPRESSION
NAVIRE CITERNE	Tout tonnage	10.2 a	Tout rejet est interdit.	< 150 t > 150 t	B A
		Rejet provenant de ballast propre ou séparé.	Teneur en hydrocarbures sans dilution > 15 parts/million.	< 150 t > 150 t	B A
NAVIRE NON CITERNE	< 400 t	10.3 a	Rejet à teneur en hydrocarbures sans dilution > 15 parts/million (mais le rejet peut dépasser 100 parts/million si le navire fait route à plus de 12 milles marins de la terre la plus proche).	< 400 t	C nota 1 B nota 2
	> 400 t	10.2 a	Tout rejet est interdit.	400 à 500 t  > 500 t	C nota 1 B nota 2 A
Nota 1 : Machine propulsive puissance installée < 150 kW. Nota 2 : Machine propulsive puissance installée > 150 kW.					

## Appendice 2 : Substances liquides nocives

Les substances liquides nocives sont divisées en quatre catégories allant de A à D en fonction des risques qu'elles présentent pour les ressources marines, la santé de l'homme ou l'agrément des sites.

1. Tout rejet est interdit à moins de 12 milles marins de la terre la plus proche, quelle que soit la catégorie de produit concernée (A, B, C ou D).

2. Un rejet autorisé doit s'effectuer à une vitesse supérieure à 7 nœuds pour les navires à propulsion autonome (4 nœuds pour les autres).

3. Un rejet autorisé (produits A, B, C) doit s'effectuer sous la flottaison et dans des eaux d'une profondeur d'au moins 25 mètres.

4. Les concentrations, taux et quantités autorisés de produits rejetés sont limités :

Catégorie A : concentration résiduelle de l'effluent inférieure à la concentration prescrite.

Catégorie B : concentration de la substance inférieure à 1 part par million ;

Q<sub>max</sub> rejetée : inférieure à 1 m<sup>3</sup> ou 1/3 000 capacité citerne.

Catégorie C : concentration de la substance inférieure à 10 parts par million ;

Q<sub>max</sub> rejetée inférieure à 3 m<sup>3</sup> ou 1/1 000 capacité citerne.

Catégorie D : concentration mélange inférieure à 1 p. 10.

## ANNEXE C

## SIGNALISATION ET COMPTE RENDU DE POLLUTION PAR REJET D'HYDROCARBURES OU DE SUBSTANCES NUISIBLES AUX RES-SOURCES BIOLOGIQUES MARINES

## 1. Information initiale.

Par message de forme type :

Destinataire pour action : CROSS concerné.

Destinataires pour information :

Préfecture maritime concernée ;

Procureur de la République.

Mot clé : POLREP.

A. - Classification du compte rendu.

Douteux - probable - confirmé.

B. - Date et heure de l'observation du compte rendu.

Identité de l'observateur ou du rédacteur du compte rendu.

C. - Position et étendue de la pollution.

(Si possible latitude et longitude ou relèvement distance d'un point remarquable à terre - évaluation estimée de la pollution : dimensions de la zone polluée, tonnage d'hydrocarbures déversés ou nombre de conteneurs, de fûts, etc. S'il y a lieu donner la position de l'observateur par rapport à la pollution.)

D. - Vitesse et direction du vent et du courant.

E. - Conditions météorologiques et état de la mer.

F. - Caractéristiques de la pollution.

Type de pollution : exemple hydrocarbures (brut ou raffiné) - déversement de produits chimiques emballés ou en vrac. Dans tous les cas donner aussi l'apparence : liquide, éléments solides flottants, apparence huileuse, boue semi-liquide, tâches goudronneuses, hydrocarbures dispersés, changement de coloration de l'eau, vapeur visible, etc. Donner également toute marque distinctive des conteneurs ou des fûts.

G. - Sources et cause de la pollution.

(Venant d'un navire ou d'une autre installation.) Si l'origine est un navire : indiquer s'il s'agit d'un acte délibéré ou d'un accident. Dans ce dernier cas en donner une brève description. Si possible donner le nom, le type, la taille, la nationalité et le port d'attache du navire pollueur. Si ce navire est en route, donner sa route et sa vitesse.

H. - Identification des navires dans le voisinage.

(A fournir si le pollueur ne peut être identifié et si la pollution paraît être récente.)

J. - Eléments de preuve de l'infraction relevés.

(Photographies ou échantillons.)

K. - Actions entreprises ou envisagées.

L. - Prévisions de développement de la pollution.

(Par exemple, arrivée à la côte) en donnant les heures estimées.

M. - Etats et organisations informés.

N. - Toute autre information jugée utile.

(Exemple nom des témoins...).

## ANNEXE D

## RECOMMANDATIONS DE L'O.M.I.

Objet. - Liste détaillée des preuves éventuelles d'infraction aux dispositions de l'annexe I de MARPOL 73/78 sur les rejets.

1. Mesures prises lorsque le cas de pollution par les hydrocarbures a été constaté.

1.1. Caractéristiques du ou des navire(s) soupçonné(s) d'avoir commis l'infraction.

1.1.1. Nom du navire.

1.1.2. Raisons de soupçonner le navire.

1.1.3. Date et heure (TU) de l'observation ou de l'identification.

1.1.4. Position du navire.

1.1.5. Pavillon et port d'immatriculation.

1.1.6. Type de navire (par exemple navire-citerne, navire de charge, navire à passagers, navire de pêche), dimensions (jauge estimative) et autres renseignements descriptifs (par exemple, couleur de la superstructure et marques portées sur les cheminées).

1.1.7. Tirant d'eau (en charge ou sur lest).

1.1.8. Cap et vitesse approximatifs.

1.1.9. Position de la nappe par rapport au navire (par exemple, sur l'arrière, à bâbord, à tribord).

1.1.10. Section du navire d'où le rejet semblait provenir.

1.1.11. Le rejet a-t-il cessé lorsque le navire a été observé ou contacté par radio ?

1.2. Caractéristiques de la nappe d'hydrocarbures.

1.2.1. Date et heure (TU) d'observations si ces données sont différentes de celles indiquées sous 1.1.3.

1.2.2. Position de la nappe d'hydrocarbures (longitude et latitude) si elle est différente de celle indiquée sous 1.1.4.

1.2.3. Distance approximative de l'amer le plus proche (en milles marins).

1.2.4. Dimensions générales approximatives de la nappe d'hydrocarbures (longueur, largeur et proportion de la surface ainsi définie qui est recouverte d'hydrocarbures).

1.2.5. Description physique de la nappe d'hydrocarbures (direction et forme, par exemple continue, en taches ou en traînées).

1.2.6. Apparence de la nappe d'hydrocarbures (indiquer les catégories) :

Catégorie A : A peine visible dans les conditions d'éclairage les plus favorables ;

Catégorie B : Aspect d'une nappe argentée à la surface de l'eau ;

Catégorie C : La première trace de coloration peut être observée ;

Catégorie D : Ruban de couleur vive ;

Catégorie E : Les couleurs commencent à s'estomper ;

Catégorie F : Les couleurs sont beaucoup plus foncées.

1.2.7. Etat du ciel (soleil éclatant, ciel couvert, etc.) luminosité et visibilité (en km) au moment de l'observation.

1.2.8. Etat de la mer.

1.2.9. Direction et vitesse du vent de surface.

1.2.10. Direction et vitesse des courants.

1.3. Identification de l'observateur ou des observateurs.

1.3.1. Nom de l'observateur.

1.3.2. Organisme dont il relève (le cas échéant).

1.3.3. Ses fonctions au sein de l'organisme.

1.3.4. Observation faite depuis un aéronef/un navire/la côte/d'autres emplacements.

1.3.5. Nom ou identité du navire ou de l'aéronef depuis lequel l'observation a été faite.

1.3.6. Position précise du navire, de l'aéronef, du lieu de la côte ou de tout autre endroit d'où l'observation a été faite.

1.3.7. Activité à laquelle se livrait l'observateur lorsque l'observation a été faite, par exemple, patrouille, voyage (vol de ..... à .....), etc.

1.4. Méthode d'observation et documents.

1.4.1. Observation visuelle.

1.4.2. Photographies de type classique.

1.4.3. Télésurveillance et/ou téléphotographies.

1.4.4. Échantillons prélevés sur la nappe.

1.4.5. Toute autre forme d'observation indiquée.

Note. - Toute photographie du rejet devrait de préférence être en couleurs. Les photographies peuvent permettre d'établir que les matières qui flottent à la surface de l'eau sont vraiment des hydrocarbures, que la quantité d'hydrocarbures rejetée constitue vraiment une infraction à la Convention, que les hydrocarbures en question sont ou ont été rejetés par un navire déterminé : elles peuvent également donner l'identité de ce navire.

L'expérience montre que ces renseignements peuvent être obtenus au moyen des trois types de photographies énumérés ci-après :

Détail de la nappe photographiée pratiquement à la verticale depuis une altitude supérieure à 100 mètres, le soleil étant derrière le photographe.

Vue d'ensemble du navire et de la « nappe » montrant que les hydrocarbures proviennent d'un navire bien déterminé.

Détail du navire permettant de l'identifier.

1.5. Autres renseignements, si l'on a pu établir une liaison radio.

1.5.1. Capitaine informé de la pollution.

1.5.2. Explication donnée par le capitaine.

1.5.3. Dernier port d'escale du navire.

1.5.4. Prochain port d'escale du navire.

1.5.5. Nom du capitaine et du propriétaire du navire.

1.5.6. Indicatif d'appel du navire.

## ANNEXE E

### RECOMMANDATIONS POUR LA PRISE D'ÉCHANTILLONS

Dans toute la mesure du possible, les prélèvements seront effectués à partir de navires, ceux effectués à partir d'hélicoptères n'ayant pas la même fiabilité.

Lorsque c'est possible, trois prélèvements doivent être effectués en triple exemplaire. (Un échantillon étant destiné à l'analyse, un pour la contre-expertise, et un pour les armateurs.)

1. Trois échantillons seront prélevés dans le sillage du navire, ou à défaut dans la nappe observée. Ils sont destinés à mesurer la concentration du pétrole déversé dans l'eau de mer.

Ces prélèvements se feront à l'aide de bouteilles en verre correctement nettoyées, de capacité supérieure ou égale à un litre. Le mélange prélevé ne devant pas entrer en contact avec une matière plastique, le bouchon du récipient doit être en métal, téflon ou verre.

2. Trois échantillons seront prélevés au cœur de la nappe provoquée par le déversement. Ils doivent permettre l'analyse de l'hydrocarbure et la détermination de ses caractéristiques, ils permettront son identification.

Ces prélèvements se feront à l'aide d'éponges spécialement conçues à cet effet (mousse de polyuréthane traitée au perchloréthylène). Ces éponges doivent être trempées plusieurs fois à la surface de la zone polluée de façon à recueillir la quantité d'hydrocarbure nécessaire à l'analyse, soit 10 millilitres.

3. Chaque fois que cela sera possible, trois échantillons seront en outre prélevés à bord du navire soupçonné, dans les citernes, soutes ou cales.

Ces prélèvements se feront à l'aide de bouteilles en verre de 100 millilitres, à fermeture métallique ou téflonnée.

Tous les échantillons prélevés seront scellés par l'agent verbalisateur. Ces opérations seront rapportées dans le procès-verbal et mentionnées au journal de bord.

Une étiquette du modèle ci-dessous sera fixée sur chaque récipient :

Echantillon n° .....
Navire effectuant le prélèvement .....
Pollution constatée le ..... à ..... heures
Echantillon recueilli le ..... à ..... heures
Localisation exacte du point de prélèvement de l'échantillon (longitude, latitude, azimut ou distance) .....
Nature du déversement (s'il est connu) .....
Désignation du navire à l'origine du déversement (type, nom, pavillon) .....
Nom et signature de l'agent .....

## ANNEXE F

### RECOMMANDATIONS POUR LA RÉDACTION DES PROCÈS-VERBAUX

L'article 12 de la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 prévoit que les procès-verbaux de constatation font foi jusqu'à preuve du contraire.

Des poursuites pénales ne peuvent être valablement engagées que si ces procès-verbaux relatent les faits constatés avec précision et portent des mentions qui leur confèrent ce caractère de documents privilégiés faisant foi, jusqu'à preuve du contraire, de la matérialité des faits délictueux qu'ils ont pour objet de décrire.

A cet égard, il est rappelé aux agents ayant effectivement procédé aux constatations qu'il leur appartient personnellement de rédiger et de signer le procès-verbal, sans omettre d'y mentionner leur identité et leur qualité.

Les constatations proprement dites doivent être précises et il sera nécessaire de s'efforcer de déterminer avec exactitude, à l'aide des moyens techniques disponibles, la nature des produits rejetés, la localisation du rejet et le navire suspecté d'être à l'origine du rejet.

## ANNEXE G

### LISTE DE RÉFÉRENCES

Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ensemble deux protocoles et une annexe), fait à Londres le 2 novembre 1973, telle que modifiée par le protocole de 1978 relatif à ladite convention (ensemble une annexe), fait à Londres le 17 février 1978.

Décret n° 83-874 du 27 septembre 1983 (*Journal officiel* du 20 octobre 1983, p. 2919-2952).

Annexe II de la convention de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires et amendements à cette annexe du 5 décembre 1985.

Décret n° 87-786 du 24 septembre 1987 (*Journal officiel* du 29 septembre 1987, p. 11331-11358).

Décret n° 86-25 du 3 janvier 1986 portant publication des amendements de 1984 à l'annexe du protocole de 1978 relatif à la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (*Journal officiel* du 9 janvier 1986, p. 426-438).

Décret n° 88-204 du 29 février 1988 portant publication des amendements au protocole de 1978 relatif à la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (concernant le protocole I de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif), adoptés le 5 décembre 1985 (*Journal officiel* du 4 mars 1988, p. 2964-2965).

Annexe V à la convention du 2 novembre 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif.

Décret n° 89-115 du 21 février 1989 (*Journal officiel* du 25 février 1989, p. 2582-2583).

Loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (*Journal officiel* du 6 juillet 1983, p. 2066-2068), modifiée par la loi n° 90-444 du 31 mai 1990 (*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 1990, p. 6495).

Décret n° 78-272 du 9 mars 1978, relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer (*Journal officiel* du 11 mars 1978, p. 1028).

Décret n° 79-413 du 25 mai 1979, relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer au large des départements et territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (*Journal officiel* du 27 mai 1979, p. 1233-1234).

Instruction du 8 janvier 1981, relative aux principes d'organisation régionale de l'action de l'Etat en mer (*Journal officiel* du 11 janvier 1981, p. 419-420).

Instruction du 17 juillet 1984, relative aux principes d'organisation régionale de l'action de l'Etat en mer, dans les départements et territoires d'outre-mer (*Journal officiel* du 25 juillet 1984, p. 6554).

Décret n° 85-185 du 6 février 1985 portant réglementation du passage des navires étrangers dans les eaux territoriales françaises (*Journal officiel* du 9 février 1985, p. 1734).

Mémorandum d'entente sur le contrôle des navires par l'Etat du port, signé à Paris le 26 janvier 1982 (*Bulletin officiel* du ministère de la mer, circulaire n° 2 SN2/IGSAM/GM1 du 15 juin 1982).

**PARTIE NON OFFICIELLE****ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES**

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

**P I T A T E**

Société à responsabilité limitée au capital de 450.000 F CFP  
Siège social : Papeete, angle de l'avenue Bruat  
et du boulevard Pomare  
R.C.S. : Papeete n° 2999-B

L'assemblée générale, réunie le 14 août 1990, en application de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, a décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

*Pour avis,  
La gérance.*

Aux termes d'un acte sous seings privés, en date à Papeete du 2 novembre 1990, la SOCIETE POLYNESIENNE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE (S.P.D.T.) S.A. au capital de 450.000.000 F CFP, dont le siège est à Papeete, centre Vaima, inscrite au R.C. n° 603-B, N° TAHITI 43232,

A vendu à M. Maurice Gérard ALLOUCH, restaurateur,

Un fonds de commerce, comprenant le restaurant-bar, sis au 3e étage du centre Vaima, exploité sous l'enseigne LE BRASILIA, et le club de sport, sis au 2e étage du centre, exploité sous l'enseigne Vaima Sports,

Moyennant le prix de *neuf millions* (9.000.000) de F CFP.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites au domicile social du vendeur, dans les dix jours en date des publications légales.

*Pour unique insertion.*

**TRIBUNAL DE UTUROA  
SECTION DETACHEE DU T.P.I. DE PAPEETE-TAHITI**

**ORDONNANCE  
D'EXPROPRIATION MODIFICATIVE  
N° 374 bis - 33 bis du 15 octobre 1990**

Nous, Charles BONELLI, Président du Tribunal de UTUROA, île de RAIATEA, Section Détachée du Tribunal de Première Instance de Papeete - TAHITI ;

Vu notre ordonnance n° 262-17 du 7 août 1990 ;

Attendu que la délivrance des extraits cadastraux a révélé que la terre "MAUTAU 3", bien que le plan en ait été déposé à la Mairie de BORA BORA lors de l'enquête foncière, avait été identifiée comme propriété du Territoire ;

Mais attendu que des revendicants venant de se manifester, sous forme d'une demande de permis de construire en vue de l'édification d'un snack, sans que cependant leurs droits apparaissent établis avec certitude, il est préférable, en tout état de cause, et sous toutes réserves, de la faire figurer dans l'ordonnance ;

Attendu en conséquence, qu'il y a lieu de modifier l'ordonnance n° 262-17 du 7 août 1990 ;

**PAR CES MOTIFS,**

Disons y avoir lieu à modification de notre ordonnance d'expropriation, en ce sens qu'il convient d'ajouter au tableau des terres visé à ladite ordonnance, le tableau additif suivant, ci-après annexé, pour faire partie intégrante de la présente ordonnance ;

Disons n'y avoir pas lieu à modification des autres dispositions de l'ordonnance précitée ;

Fait en notre Cabinet à Uturoa, le quinze octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix.

*Le président de la section de Raiatea,  
Charles BONELLI.*

**ORDONNANCE D'EXPROPRIATION N° 262-17**  
du 17 août 1990 de M. le président de la section de Uturoa  
du tribunal civil de première instance de Papeete,  
suite à requête n° 1965 PR du 17 juillet 1990  
de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française

**ADDITIF**

*Numéro d'ordre : 1 ;  
Référence cadastrale : 14 ;  
Nom de la terre : Mautau 3 ;  
Superficie à appréhender : 3.545m2 ;  
Noms des propriétaires ou des revendicants tels qu'ils se sont fait connaître :  
Succession : Toimata a Rimaira et de Temanii ou Temarii a Tehei,  
Droits indivis : acquis par le territoire.*

**ANNONCES DIVERSES****ASSOCIATION HITIKAU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	: TAMARII Emma
Vice-président	: TAMARII Paulin
Secrétaire	: PRENAT Geneviève
Secrétaire adjointe	: WONG Mere
Trésorière	: TAMARII Suzanne
Trésorière adjointe	: TAMARII Marie-Thérèse

# ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC D'ATUONA

## Extraits de statuts

Il est constitué conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront au présent statut, une Association qui prend la dénomination : "Association des parents d'élèves de l'enseignement public d'Atuona".

La durée de cette Association est illimitée.

Le siège social est fixé au domicile du Président à Atuona.

L'Association a pour but :

- de promouvoir l'enseignement secondaire public dans les îles Marquises Sud ;
- d'aider les parents à s'investir dans leur mission d'éducateurs, en les associant à la gestion de l'école, en leur apportant le complément de culture, d'éducation, ou de formation qu'ils souhaitent ;
- de s'associer et de soutenir toutes activités susceptibles d'apporter un soutien nécessaire à la vie du groupe scolaire, et une collaboration soutenue à l'action des professeurs ;
- l'éducation mutuelle des familles par l'organisation de tous services et toutes œuvres scolaires prévues et post-scolaires, du centre d'orientation, de bourses, de prêts d'honneur pour les élèves méritant de condition modeste, l'organisation de réunions entre parents et professeurs, ainsi que la mise en œuvre de cercles de qualité etc... ;
- les relations directes avec les pouvoirs publics et les autorités constituées pour présenter ou défendre des priorités ou des causes relevant de l'instruction publique ;
- l'entente, la liaison et la collaboration avec toutes associations semblables.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LECORDIER Serge
Vice-président	: KAMIA Lucien
Secrétaire	: GRAMONT Tahu
Trésorier	: GRAMONT Georges
Trésorier adjoint archiviste	: BARSINAS Enoch

Récépissé n° 90-2178 MUR/AA du 31 octobre 1990.

# ASSOCIATION ARTISANALE "TE VAHINE RAMARAMA"

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TERITEHAU Roami
Présidente	: TEHOTU Taahitua
Vice-présidente	: AIAMU Mareiura
Secrétaire	: TERITEHAU Simone
Secrétaire adjointe	: TERITEHAU Léa
Trésorière	: HAUATA Arlette
Trésorière adjointe	: TERITEHAU Angéla

# COOPERATIVE SCOLAIRE DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAO

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: MARO David
Vice-présidente	: TEIKIKAINÉ Lucette
Secrétaire	: PAEPAETAATA Marie-Louise
Secrétaire adjointe	: AIE Anna
Trésorière	: TETUAHITI Linda
Trésorier adjoint	: CHOLET Constant

# COOPERATIVE DE L'INTERNAT DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAO

## Extraits de statuts

A partir du 29 septembre 1990, il est formé entre les internes du Centre scolaire primaire de Hao et l'équipe éducative de l'internat de Hao, une coopérative d'internat dont le siège est à l'internat à Otepa Hao.

La coopérative de l'internat, sous le contrôle permanent du directeur et du commissaire aux comptes a pour but :

- de promouvoir au sein de l'établissement, l'esprit de coopération entre les internes, de susciter et d'organiser la prise des responsabilités des enfants, des éducateurs dans le cadre d'un internat ouvert sur le milieu naturel, culturel et humain environnant ;
- de prendre soin de l'internat (atelier de menuiserie, cuisine, buanderie, dortoirs, cours) ;
- d'organiser des fêtes, des rencontres sportives, des sorties, des voyages de formation ou d'agrément dans le cadre des activités et animations ;
- de permettre les actions de solidarité entre les personnels d'internat et les habitants d'Otepa en faveur des enfants.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CHIMIN Rebecca
Vice-président	: TEIRI Félix
Secrétaire	: CHOLET Constant
Secrétaire adjointe	: POETAI Norma
Trésorière	: TEUIRA-HIOE Teipo
Trésorière adjointe	: TAKAMOANA Augustine

Récépissé n° 90-2123 MUR/AA du 25 octobre 1990.

# ASSOCIATION SPORTIVE JUVENTUS SECTION BOXE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: AH-MIN Maurice
Vice-président	: TEROROTUA Steven
Secrétaire	: PAHEO Yves
Secrétaire adjoint	: TAVANAE Bruno
Trésorière	: AH-MIN Jeanne
Trésorier adjoint	: LY SAO Hubert

## LIGUE MARQUISIENNE DE PIROGUE — TAIOHAE

## Extraits de statuts

L'Association qui fait l'objet des présents statuts prend, à compter de ce jour, la dénomination de "Ligue Marquise de Pirogue". Elle affine les associations ou sections d'associations à ses statuts.

Elle s'interdit toute discussion à caractère politique, religieux, professionnel ou syndical.

Le siège de la Ligue Marquise de Pirogue (L.M.P.) est fixé à Taiohae. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité directeur de la ligue.

La durée de la Ligue Marquise de Pirogue est illimitée.

La Ligue Marquise de Pirogue a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération Tahitienne de Va'a.

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique de la pirogue dans l'archipel des Marquises ;
- d'informer les associations affiliées ;
- de créer les liens structurels, administratifs et moraux entre elle-même et les autres associations affiliées ;
- d'entretenir tous rapport avec la Fédération Tahitienne de Pirogue et tous autres groupements affiliés ou reconnus par cette dernière et enfin avec les pouvoirs publics.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: CAILLET Francis
Président	: KAUTAI Benoit
Vice-président	: TEAROA Teddy
Trésorier	: TAATA Louis
Secrétaire	: YU TENG Edouard

Récépissé n° 90-1967 MUR/AA du 11 octobre 1990.

ASSOCIATION POUR LA PROTECTION,  
LA PREVOYANCE ET LA RETRAITE  
DES TRAVAILLEURS NON SALARIES (A.P.P.E.R.)

## Extraits de statuts

Il est créé, entre les soussignés :

MM. NUI Clément, CHE FAT Georges, ROOMATAAROA Francis, RURUA Jacques, LIVINE Danielle, LEHARTEL Victor, LAILLE Mathilda, AFO Gérard, BERNIERE Heiarii, CHANSON Maurice,

Et toutes personnes adhérant aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les lois et décrets qui l'ont modifiée ainsi que par les présents statuts.

Cette association a pour nom : ASSOCIATION POUR LA PROTECTION, LA PREVOYANCE ET LA RETRAITE des travailleurs non salariés (A.P.P.E.R.).

Cette association a pour but de faire bénéficier ses membres d'un régime de couverture de risques divers, accident, maladie, hospitalisation, retraite et prévoyance, etc., par l'application des accords passés avec des compagnies d'assurances I.A.R.D. VIE et divers, ou organismes similaires ; concourir par tous moyens à améliorer la protection et la prévoyance de ses membres.

Son siège social est à Papeete, Polynésie française. Le conseil d'administration a le choix de l'immeuble où le siège social est établi et peut le transférer dans la même ville par simple décision.

La durée de l'association est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AFO Gérard
Vice-président	: RURUA Jacques
Secrétaire-trésorier	: CHANSON Maurice
Membres	: NUI Clément ROOMATAAROA Francis

Récépissé n° 90-2124 MUR/AA du 25 octobre 1990.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAKAHAU

## Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : "ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAKAHAU" (A.P.E.C.S.P.H.).

Cette association a pour buts :

- toute activité susceptible d'apporter un soutien utile à la vie du C.S.P. de Hakahau ;
- l'éducation mutuelle des familles et l'entraide familiale par l'organisation de tous services et de toutes œuvres scolaires ;
- réunion entre parents et instituteurs, de cercles d'études ;
- la collaboration, l'entente, la liaison avec toute association semblable ;
- d'entrer en relation directe avec les pouvoirs publics ;
- représenter ou défendre des besoins ou des causes particuliers à l'établissement.

Le siège social est fixé à la Mairie de HAKAHAU.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HUVEKE Irène
Vice-président	: AH-LO Chanel
Secrétaire	: TEKOHU Mireille
Secrétaire adjointe	: KAIHA Mie-Madeleine
Trésorière	: TEIKIEHUPOKO Dora
Trésorière adjointe	: NACKBROOK Danièle
Commissaire aux comptes	: FOURAGNAN Denis

Récépissé n° 90-2024 MUR/AA du 17 octobre 1990.



# **SYNDICAT DES PECHEURS MOTU FARA DE MATAIVA** (Commune de RAIROA)

## **Extraits de statuts**

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, un Syndicat régi par la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 et les textes subséquents.

Le Syndicat prend le nom de MOTU FARA, SYNDICAT DES PECHEURS DE MATAIVA.

Son siège social est fixé à MATAIVA.

Sa durée est illimitée.

Le Syndicat a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des pêcheurs de la commune de RAIROA :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la consommation de la production locale ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en menant toutes actions nécessaires au bon développement des pêcheurs de MATAIVA ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

## **COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TUAIRA Moki
Vice-président	: TUAIRA Vanaaa
Secrétaire	: TUAIRA Tehaapapa
Secrétaire adjoint	: TUAIRA Terava
Trésorier	: TUAIRA Maramahiti
Trésorier adjoint	: TUAIRA Richard
Assesseur	: TUAIRA Jean-Paul

Lettre n° 661 SYND du parquet du tribunal de première instance en date du 29 octobre 1990.

# **ASSOCIATION TAATIRA TAURUMI RAAU MAOHI**

Ancienne dénomintaiton :  
TAATIRAA TAURUMI - RAAU TAHITI

## **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	: BORDES Vaihere
Vice-présidents	: PANI Jean-Paul CHUNGSINAN Joseph TEIHOARII Joël
Trésorière	: SANFORD Tilda Isabelle
Trésorière adjointe	: TEIHOARII Rosita
Secrétaire général	: DIDELOT Frédéric
Secrétaire adjointe	: TIHOTI Juanita

# **ASSOCIATION AHUROA - PATIO**

## **Modification des statuts**

Art. 4.— L'Association est administrée par un bureau composé de 12 membres élus au scrutin secret pour 2 ans.

Le reste inchangé.

Art. 16.— Alinéa 1 : Sans changement.

Alinéa 2 : En cas d'absence du (de la) président(e) ou du (de la) trésorier(ère), le (la) secrétaire sera habilité(e) à signer les chèques à la place de la personne absente.

## **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidents d'honneur	: MARAE Mata dite Tamariera Vahine TEHUITUA Paimore dit Papi
Présidente	: TERIIPAIA Remuna
Vice-président	: DAVIO Marc
Secrétaire	: DAVIO Cécile
Secrétaire adjointe	: TUPAIA Léa
Trésorière	: AURAA Tiare
Trésorière adjointe	: TETUAITEROI Chantal

# **AMICALE DU CENTRE DES METIERS D'ART** "TE HOA TUMU"

## **Extraits de statuts**

L'Association dite Amicale du Centre des Métiers d'Art "TE HOA TUMU" fondée en octobre 1990 a pour objet de créer une solidarité entre les membres du personnel et sympathisants du Centre des Métiers d'Art au travers de manifestations artistiques, culturelles et sportives.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège au Centre des Métiers d'Art, Mamao, Papeete. Il pourra être transféré en toute autre lieu par simple décision du comité directeur.

## **COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: FAY Hervé
Vice-président	: ITCHNER Emile
Trésorier	: TERIITETOFA Justin
Secrétaire	: PORLIER Raimere
Assesseur	: BON Frédéric

Récépissé n° 90-2154 MUR/AA du 30 octobre 1990.

# **ASSOCIATION LE MOANA P.A.P.I. CLUB**

## **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: GAUNE Jean-Louis
Secrétaire générale	: DURAND Nathalie
Trésorier général	: BLANC Bernard

## COOPERATIVE DES PECHEURS ET AQUACULTEURS "VAIAIATU"

### Extraits de statuts

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une société coopérative maritime à capital variable, régie par les dispositions de la délibération du 3 mars 1958, portant statut de la coopération dans le territoire de la Polynésie française en application du décret du 2 février 1955 rendu exécutoire par arrêté n° 119 AE du 11 mars 1958.

La coopérative prend la dénomination de COOPERATIVE DES PECHEURS ET AQUACULTEURS "VAIAIATU".

La société coopérative a pour objet :

- de réaliser toute opération susceptible de permettre le maintien ou de favoriser le développement de la pêche maritime, des cultures marines et de toute autre activité maritime ;
- de fournir les services répondant aux besoins professionnels individuels ou collectifs de leurs sociétaires ;
- d'assurer ou de faciliter la production, l'écoulement ou la vente des produits halieutiques ou aquacoles des sociétaires et cela, soit en l'état, soit après conservation, conditionnement ou transformation ;
- d'avitailier et d'approvisionner les sociétaires en produits, équipements, appâts, glace, matériels et matériaux nécessaires ;
- de réaliser toutes opérations entrant dans le cadre de la profession.

La durée de la coopérative est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce.

Le siège est établi à "ATUONA, HIVA OA", îles Marquises.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	:	RAUZY Guy T E T A H I O T U P A Tehaumate
Président	:	ANIAMIOI Roger
Vice-présidente	:	GRAMONT Gisèle
Secrétaire-trésorier	:	MOREAU Jean-Pierre
Secrétaires-trésoriers adjoints	:	HEITAA Gabriel TEIKIPUPUNI Victor
Assesseurs	:	CANDELOT Denis FAAHU Eugène

Certificat de dépôt n° 761 du greffe des tribunaux de Papeete en date du 20 septembre 1990.

## ASSOCIATION "COCOTERE"

### Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une Association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre : "COCOTERE". Cette Association est constituée en application des arrêtés du 14 mars 1986 et du 11 août 1989.

Comme le prévoit l'arrêté mentionné ci-dessus, l'Association susnommée a une finalité exclusivement pédagogique. Dans le respect du programme du BTS Tourisme et Loisirs, elle a pour objet de contribuer à la formation de ses membres et, à cet effet, ses missions sont notamment :

- de développer les capacités professionnelles et les qualités personnelles de ses membres ;
- de promouvoir la formation reçue par ses membres ;
- de participer à la formation professionnelle de ses membres par l'organisation de séminaires, de voyages d'étude et par la diffusion permanente de toutes les informations utiles ;
- de permettre à ses membres de participer à la réalisation et au suivi d'action en relation avec des entreprises.

Le siège social de l'Association COCOTERE est fixé au Lycée d'Hôtellerie et du Tourisme du Taaone à Pirae, représenté par M. Thomas, proviseur.

La durée est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	PENAUD Valérie
Trésorier	:	LIKAKU Jean
Secrétaire	:	LUSSAN Patricia

Récépissé n° 90-2057 MUR/AA du 30 octobre 1990.

## ASSOCIATION SPORTIVE MATAIREA

### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	:	TEKURIO Haerenoa
Président	:	TAINANUARII Isidore
Vice-président	:	TAINANUARII Antoine
Secrétaire	:	RAUFAUORE Faustine
Secrétaire adjoint	:	TAMAOFE Marcel
Trésorière	:	TEAPAI Virginie
Trésorière adjointe	:	AREA Alida
Entraîneur	:	TAINANUARII Tefaaora
Entraîneurs suppléants	:	TAHEMA Tetifaano TAINANUARII Aubert

### RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA ASSOCIATION SPORTIVE FEI-PI (Tirée le 28 octobre 1990)

1er lot	10.000.000	213.781
2e lot	2.000.000	607.096
3e lot	1.000.000	478.050
4e lot	1.000.000	314.607
5e lot	500.000	536.166
6e lot	100.000	198.548
7e lot	100.000	111.543
8e lot	100.000	248.895
9e lot	100.000	342.436
10e lot	100.000	161.007

## "ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE NAPUKA"

### Extraits de statuts

Il est constitué conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association qui prend la dénomination de "ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE NAPUKA".

La durée de cette association est illimitée.

Le siège social est fixé à NAPUKA. Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

L'association a pour buts :

1°/ De défendre par tous les moyens qu'elle tient de la loi et des règlements les intérêts des élèves de l'école, tout autant que ceux de leurs parents ou tuteurs, compte tenu, s'il y a lieu, des adaptations permises éventuellement nécessitées par les particularismes locaux.

2°/ L'éducation mutuelle des familles et l'entraide familiale notamment par l'organisation de tous services et toutes œuvres scolaires, péri et post-scolaires, centre d'orientation, bourses et prêts d'honneur en faveur d'élèves méritants et peu fortunés, réunions entre parents et maîtres, de cercles d'études, et en général toutes institutions tendant aux mêmes fins.

3°/ L'entente, la liaison et la collaboration avec toutes associations semblables, en vue d'une représentation valable de l'ensemble des parents d'élèves auprès des pouvoirs publics et des autorités constituées.

4°/ De prendre toutes dispositions utiles pour qu'à tout instant, les parents d'élèves puissent exprimer en toute liberté et franchise leurs desiderata, critiques et suggestions concernant les divers aspects de la vie et de la scolarité à l'école, de faire siens ceux de ces desiderata, critiques et suggestions dont elle aura connu le bien - fondé et d'utiliser tous les moyens qu'elle tient des lois et règlements pour que satisfaction leur soit donnée dans les moindres délais, notamment en entrant en relations directes avec les pouvoirs publics et les autorités constituées.

5°/ L'A.P.E. soutiendra toutes les actions du conseil de l'école mais, en aucun cas, ne s'ingérera dans le fonctionnement et la direction du conseil de l'école. De même, le conseil de l'école soutiendra toutes actions de l'A.P.E., mais, en aucun cas, ne s'ingérera dans le fonctionnement et la direction de l'A.P.E.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAKI Mapuhia
Vice-président	: RAEA Tahukatuaata
Secrétaire	: HOUARIKI Tearikituuanua
Secrétaire adjoint	: TAURERE Matatini
Trésorier	: KAMAKE Teurukura
Trésorier adjoint	: UTIA Matani

### COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

PUARAI Taurai, RAEA Tahukatuaata, HOUARIKI Tearikituuanua, TAURERE Matatini, TAAKI Tukutaha, KAMAKE Teurukura, TAKI Mapuhia, HOARANGIMita, UTIA Matani, KAMAKE Temuri

Récépissé n° 90-2234 MUR/AA du 6 novembre 1990.

### ASSOCIATION VEENA - PAMATAI

#### Modification des statuts

Il est fondé entre les adhérents au présent statut une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : "ASSOCIATION "VEENA" de Pamatai - Faaa.

Cette Association a pour but :

- d'être à l'écoute permanente des jeunes ;
- de développer avec les autres mouvements de jeunes un lien d'amitié, d'esprit et de solidarité ;
- de favoriser, coordonner toute action à caractère culturel, artistique, sportif et autres... ;
- d'organiser avec collaboration des fêtes, des concours et autres manifestations ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de leur profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès, moral et professionnel de ses membres.

Le siège social de l'Association "VEENA" est situé à Pamatai à Faaa, B.P. 6100, Aéroport.

### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: HOAPARAU Toromona
Président	: HOAPARAU Terupapera
Vice-président	: TINOMOE Jimmy
Secrétaire	: TEAHUI Fabiola
Secrétaire adjointe	: TINITUA Béatrice
Trésorier	: TERIRERE Jean-Baptiste
Trésorier adjoint	: AUE Edwin
Commissaire au compte	: MANEA Gustave
Assesseurs	: TINITUA Edwin GERMAIN Hugo

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE VAITAHE - PRIMAIRE

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: GALLON Jean
1er vice-président	: GUILLOTS Jacques
2e vice-président	: URARII Théodore
Secrétaire	: RAIHAUTI Waiana
Secrétaire adjointe	: PRIM Marie-Madeleine
Trésorière	: MARTIN Hélène
Trésorière adjointe	: NEUFFER Massamy

## SYNDICAT DU PERSONNEL DE SANTE DE TAHITI ITI

## Extraits de statuts

Il est formé, entre les travailleurs salariés adhérant aux présents statuts, un syndicat ayant pour titre : S.P.S.T.I., Syndicat du Personnel de Santé de Tahiti Iti.

Le présent syndicat est constitué conformément aux dispositions des articles 3 et suivants de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952.

Le syndicat a pour buts :

- 1 - de resserrer les liens de solidarité entre les travailleurs de l'entreprise, de les rassembler en une force de proposition et de concertation face à l'employeur ;
- 2 - d'assurer la défense de leurs intérêts moraux, matériels et professionnels, en justice et devant toutes commissions ;
- 3 - d'étudier toutes questions susceptibles d'améliorer les conditions de travail dans l'entreprise ;
- 4 - de mettre à la disposition de ses membres tous les moyens d'information et d'éducation qui leur sont utiles en vue du développement de leurs connaissances tant professionnelles qu'économiques ;
- 5 - de leur faire prendre conscience de la place qu'ils occupent dans l'entreprise et au sein de la collectivité territoriale.

La durée du syndicat est illimitée.

Son siège social est fixé à l'hôpital TARAVALO.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire générale	: AMINI Jeanne
1er secrétaire général adjoint	: MAMAATUAIAHITAPU Henry
2e secrétaire générale adjointe	: TEUIRA Angèle
Trésorier	: POROI Edouard
Trésorière adjointe	: AH CHONG Lydia
Assesseurs	: TEIHO Miriama LUCAS Gérard FAAURA Abbé TEAI Victor TEAHUI Boniface TEPA Fateata

Lettre n° 2316 de la mairie de Papeete en date du 26 octobre 1990.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DU C.E.S. DE MAHINA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: IORSS Rita
Vice-président	: VAITAHE Alfred
Secrétaire	: JAMET Vaité
secrétaire adjointe	: PAOFAI M. Marcelline
Trésorière	: DUHAZE Rosalyn
Trésorière adjointe	: BECK Catherine

MOUVEMENT POLITIQUE "SAUVEGARDE DES ILES  
SOUS-LE-VENT - PARURU IA RAROMATAI"

## Extraits de statuts

Sous l'impulsion de M. Marcel Hart dit Mate, conseiller territorial sortant depuis 1972, et de ses nombreux amis, à l'initiative de celui-ci et conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, un MOUVEMENT POLITIQUE dénommé : "SAUVEGARDE DES ILES SOUS-LE-VENT" appelé en tahitien : "PARURU IA RAROMATAI", dont la durée est illimitée, est créé.

Son siège social et administratif est fixé à UTUROA (Raïatea), capitale des Iles Sous-le-Vent, au lieu-dit FAREMATIE près de la C.P.S., B.P. 125, téléphone 66.27.04. Il peut être transféré sur décision du comité directeur du mouvement.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HART Marcel
1er vice-président	: AMIOT Dominique
2e vice-président	: MULLER Miroslav
3e vice-présidente	: IHORAI Noéline
4e vice-président	: TEAMO Jacques
Secrétaire générale	: MARTIN Hélène
Secrétaire adjoint	: RICHMOND Clarence
Trésorier	: ORAIRAI Emmanuel
Trésorier adjoint	: HAPAITAHAA Gilbert
Assesseurs	: SOMMERS Philippe TAVERE Tehui RERITAUMIHAIU Félix

Récépissé n° 90-2153 MUR/AA du 30 octobre 1990.

## ASSOCIATION TAMARII TUIVAO

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

1er président d'honneur	: TEPA Taratiera
2e président d'honneur	: MATEAU Eleatara
Président	: TAPUTU Matai
1re vice-présidente et présidente de la section artisanale	: TEINAURI veuve MONG YEN Puaurii
2e vice-président et président de la section pêche	: TEINAORE Eugène
3e vice-président et président de la section agricole	: TEINAURI Maurice
4e vice-président et président du patrimoine culturel et artistique des îles Australes	: TEINAURI Patrice
5e vice-président et responsable des échanges culturels régionaux et internationaux	: TEINAURI Titioa
Secrétaire général	: ROOMATAARO A Edwin
Secrétaire général adjoint	: TERA Auae
Trésorier général	: UTIA Edmond
Trésorier général adjoint	: TAVITA Etera, Marcel

# ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE DE PATIO

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: MARAE Utia
Président	: TEHUITUA Paimore
Vice-président	: DAVIO Marc
Secrétaire	: TAUAROA Elda
Secrétaire adjointe	: EBB June
Trésorière	: BROWN Charlene
Trésorière adjointe	: FAATAHE Juliana

## ASSOCIATION "TEATA MAOHI"

### Extraits de statuts

Il est formé entre toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts une Association conformément à la loi du 1er juillet 1901, et toutes les lois subséquentes sous la dénomination d'Association "TEATA MAOHI".

L'Association a pour objet, la création d'une troupe artistique polynésienne afin de promouvoir des activités folkloriques traditionnelles ou modernes destinées à être produites sur le territoire et à l'étranger. Elle aura également pour but de promouvoir des activités culturelles et artisanales liées directement ou indirectement à son but principal.

Le siège de l'Association est fixé à HAAPITI MOOREA au TIKI THEATRE VILLAGE (B.P. 1016, TEL. 56.10.86, 56.18.97).

La durée de l'Association est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RENVOYE Claude
Secrétaire	: HAUATA Teuruna
Trésorière	: BOUTEILLER Maeva

Récépissé n° 90-2025 MUR/AA du 17 octobre 1990.

## ASSOCIATION DES G.A.P.P. ET CLASSES D'ADAPTATION DE PIRAE

### Extraits de statuts

A partir du 10 octobre 1990, il est formé entre les équipes éducatives des G.A.P.P. et Classes d'adaptation de Pirae, une association dont le siège est à l'école Fautaua Val.

L'association a pour but :

- 1°) de promouvoir au sein des G.A.P.P. et des Classes d'adaptation, l'esprit de coopération, de susciter et d'organiser la prise de responsabilité des éducateurs sur le milieu naturel, culturel et humain environnant.
- 2°) de prendre soin des G.A.P.P. et des Classes d'adaptation et les rendre agréables à tous les utilisateurs.
- 3°) d'améliorer le fonctionnement matériel des G.A.P.P. et des Classes d'adaptation.

4°) d'organiser des sorties, des voyages d'études et des excursions dans le cadre des activités d'éveil.

Son siège est au G.A.P.P. de Val Fautaua. Sa durée est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: KERUZORE Jean-Noël
Vice-président	: LECAILL Manu
Secrétaire	: SOMMERS Juanita
Trésorier	: BRODIEN Stanley
Trésorière adjointe	: MANCIER Simone.

Récépissé n° 90-2125 MUR/AA du 25 octobre 1990.

## AMICALE DES ALLEMANDS DE TAHITI

### Extraits de statuts

L'Association dite "AMICALE DES ALLEMANDS DE TAHITI", fondée le 10 avril 1989, a pour objet :

- la rencontre des Allemands de Tahiti, germanophones de toutes les nationalités, ainsi que tous les sympathisants ;
- l'accueil des voyageurs ou touristes désirant avoir des contacts personnels sur le territoire ;
- le soutien scolaire des enfants, allemands ou germanistes ;
- le développement de la langue allemande sur le territoire.

Sa durée est illimitée et son siège social est fixé au Consulat de la R.F.A. à Pirae, (B.P. 452, PAPEETE, Téléphone 42.99.94).

### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BOURGET Barbara
Vice-présidente	: BOS Marie-Christine
Trésorière	: MARTINEZ Brigitte
Trésorière adjointe	: THEBAULT Doris
Secrétaire	: BOS Pierre
Secrétaire adjointe	: SLAWINSKI Danuta

Récépissé n° 90-1988 MUR/AA du 15 octobre 1990.

**ERRATA au tableau de la Situation au 30 septembre 1990 de la Banque de Polynésie, publié au J.O.P.F. n° 44 du 1er novembre 1990, page 1759.**

Dans la colonne ACTIF, à la rubrique "Immobilisations", lire : 565.093.175.

Dans la colonne PASSIF, à la rubrique "Comptes créditeurs de la clientèle, - Divers, b) Comptes à terme", lire : 1.266.255.287.

Dans la colonne HORS-BILAN, à la rubrique "Autres engagements en faveur de la clientèle", lire : 268.050.282.

Le reste sans changement.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DU COLLEGE DE RURUTU - MOERAI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président d'honneur : TEPA Taratiera  
Président : TEINAORE Louis  
Vice-président : HATITIO Motaha  
Secrétaire : TEAUROA Ariëranée RUAMOTU  
Secrétaire adjoint : TERA Auae  
Trésorier : PICHAVANT André  
Trésorier adjoint : TAPUTU Patia

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**  
(liste non limitative)

**AFFICHE "Accident du travail"**

Prix : 18 francs

**AFFICHE "Défense de consommer"**

Prix : 144 francs

**AFFICHE "Loi sur l'ivresse"**

Prix : 180 francs

**BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1989**

Prix : 2.250 francs

**BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1990**

Prix : 2.265 francs

**RECUEIL DE TEXTES**

**CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES**

(Edition mise à jour au 1er janvier 1990)

Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé

Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

**NOMENCLATURE GENERALE DES MEDECINS**

Prix : 300 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS  
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 60 francs

**TARIFS DES IMPOTS DIRECTS  
ET TAXES ASSIMILEES — Année 1987**

Prix : 720 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS  
ET LOCAUX A USAGE COMMERCIAL**

Prix : 180 francs

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE**

Recueil de jugements

(16 septembre 1988 — 31 décembre 1989)

Prix : 2.400 francs

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE**

Recueil de jugements

(16 septembre 1987 — 15 septembre 1988)

Prix : 1.960 francs

**STATUT DU TERRITOIRE  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984

modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990

Prix : 310 francs

**CONVENTION COLLECTIVE  
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES  
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 550 francs

**T A R I F**

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc..., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

**I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

	Polynésie Française	FRANCE et TOM		ÉTRANGER		ANNONCES et AVIS
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Numéro.....	180	216	243	237	324	Annonces judiciaires, commerciales diverses : - la ligne..... 180 frs - les mêmes renouvelées .. 72 frs
Abonnement 6 mois.....	2.160	2.592	3.240	2.808	3.888	
Abonnement 1 an.....	3.960	4.824	6.120	5.400	7.416	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc.. - la ligne..... 129 frs